

AUGMENTATION DES PRIX SANS PRÉAVIS

Le ministre du Commerce met en garde

Le ministre du Commerce et de la promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a indiqué, hier à Alger, que l'Etat frappera d'une main de fer quiconque oserait augmenter les prix de produits alimentaires sans aucune justification. Le ministre a rappelé que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a placé la préservation du pouvoir d'achat des ménages comme priorité. Des mesures importantes ont été incluses dans la Loi de finances 2024. P 4



PRIX « JIL SIYAHA » ET « FIKRA F'SIYAHA »

Dix-huit lauréats récompensés

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, a présidé, samedi soir à Alger, la cérémonie de remise des Prix "Jil Siyaha" et "Fikra F'siyaha" au profit de 18 lauréats (dont 7 femmes). Les programmes "Jil Siyaha" et "Fikra F'siyaha" s'inscrivent dans le cadre du partenariat établi entre le ministère du Tourisme et de l'Artisanat et la Délégation de l'Union européenne (UE) en Algérie, pour insérer les jeunes et faciliter leur recrutement dans le secteur du Tourisme, tout en leur permettant de se lancer dans le monde de l'investissement avec leurs propres projets. P 2

PRODUCTION D'HYDROGÈNE VERT L'Algérie affiche ses ambitions



Si l'Algérie est connue comme un important producteur de pétrole, elle est, tout de même, un acteur principal dans la production de gaz. Et dans ce domaine, dans le cadre de sa transition énergétique, l'Algérie ambitionne de produire à l'orée 2040, 1, 3 million de tonnes d'hydrogène vert, pour l'exportation, et plus de 300 000 tonnes à usage domestique. P 3

ANALYSE 7^e Sommet du GECF, quel avenir pour le gaz ?

Le Forum des Pays Exportateurs de Gaz (GECF) tiendra son 7^e sommet en Algérie du 29 février au 02 mars 2024, dans une conjoncture énergétique mondiale marquée par autant d'incertitudes que de défis auxquels font face tous les pays, qu'ils soient producteurs, consommateurs, exportateurs, ou importateurs de ressources énergétiques fossiles. P 5

Afrika[®]
AgroFood
SALON INTERNATIONAL DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE L'AGRO-INDUSTRIE EN AFRIQUE

20 > 23 MAI 2024
PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE
COÏNCIDE AVEC
SIPSA[®]
FILAH
SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE

DJAZAQUA[®]
SALON DE LA PÊCHE DURABLE &
DES PRODUCTIONS HALIEUTIQUES

CONTRATS DE TRANSPORT
PRÉVOYANT LE TRANSIT PAR LES
PORTS MAROCAINS

La décision de
refuser toute
domiciliation
toujours en vigueur

L'association des banques et établissements financiers (ABEF) informe les directeurs généraux des banques que la décision de refuser toute opération de domiciliation pour les contrats de transport prévoyant le transit par les ports marocains "est toujours en vigueur", indique samedi un communiqué de l'Association signé par son délégué général, M. Rachid Belaid.

"Suite aux allégations mensongères et la grossière manipulation des médias marocains, l'ABEF informe les directeurs généraux des banques que la décision de refuser toute opération de domiciliation, pour les contrats de transport qui prévoient le transbordement/transit par les ports marocains, est toujours en vigueur et garde toute sa validité effective", précise le communiqué.

Le 29 janvier, l'Abef avait rappelons-le, émis une nouvelle note relative à l'« importation des produits ayant fait l'objet de transbordement par des ports marocains » et demandé aux banques de la place « de procéder à la domiciliation de toutes les opérations d'importation de produits notamment ceux périssables et en particulier les viandes, dont la date d'embarquement à bord des navires est antérieure au 10 janvier 2024 ».

LE GECF

Les préparatifs se
poursuivent
«normalement»

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a affirmé samedi à Bechar, que les préparatifs pour la tenue du 7e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), prévu en Algérie du 29 février au 02 mars prochain "se poursuivent normalement". "Les préparatifs pour le 7e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) se poursuivent normalement sous la direction du premier ministre Nadir Larbaoui", a-t-il précisé dans une déclaration à la presse en marge des travaux de la rencontre nationale sous le thème "Energies renouvelables : opportunités de concrétisation de la transition énergétique", initiée par le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ). "Tout sera fait pour que ce sommet soit une réussite totale sur tous les plans", a souligné le ministre.

PRIX « JIL SIYAHA» ET «FIKRA F'SIYAHA»

Dix-huit lauréats
récompensés

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, a présidé, samedi soir à Alger, la cérémonie de remise des Prix "Jil Siyaha" et "Fikra F'siyaha" au profit de 18 lauréats (dont 7 femmes).

Synthèse Slimane T

Les programmes "Jil Siyaha" et "Fikra F'siyaha" s'inscrivent dans le cadre du partenariat établi entre le ministère du Tourisme et de l'Artisanat et la Délégation de l'Union européenne (UE) en Algérie, pour insérer les jeunes et faciliter leur recrutement dans le secteur du Tourisme, tout en leur permettant de se lancer dans le monde de l'investissement avec leurs propres projets.

Intervenant à cette occasion, en présence de nombre de ministres et de cadres des différents secteurs concernés, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat a affirmé que les deux programmes, destinés à quatre wilayas pilotes à savoir Sétif, Tlemcen, Djanet et Timimoun, visaient principalement "l'insertion des jeunes dans l'action touristique outre l'optimisation de la gouvernance touristique locale et le renforcement et modernisation du système de formation en la matière pour généraliser les résultats réalisés à l'ensemble du territoire national". "Ces deux programmes sont à même d'encourager et d'inciter les jeunes dans le cadre de la promotion de la créativité dans le domaine du tourisme, à travers

la réalisation de projets éco-responsables qui valorisent le patrimoine national matériel et immatériel, en plus de promouvoir la destination Algérie en recourant notamment aux solutions digitales y compris l'utilisation de l'intelligence artificielle", a soutenu M. Didouche.

Ces Prix, a souligné le ministre, qui témoignent de la haute compétitivité des jeunes en matière d'innovation à la faveur de leurs idées remarquables", ont pour objectif de "renforcer leurs différentes potentialités afin de leur permettre de lever le flambeau de l'Algérie nouvelle, consacrant ainsi ses orientations socioéconomiques et technologiques".

Le ministre a également rappelé que la destination Algérie regagnait dernièrement sa place dans la dynamique touristique, grâce aux "décisions et instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, notamment en matière de promotion de l'investissement et de facilitation d'octroi du visa, faisant état de l'entrée de près de 3,3 millions de touristes en 2023, dont 2,2 millions de touristes étrangers".

De son côté, l'ambassadeur et Chef de la Délégation de l'UE en Algérie, Tho-

mas Eckert a mis l'accent sur l'importance de ce programme, réalisé en partenariat avec le secteur du Tourisme, dans l'appui aux jeunes visant la création et le renforcement de l'esprit de compétition, d'investissement et d'innovation dans les différents volets du tourisme, précisant qu'il s'agissait, dans le cadre de ce programme, de jeunes âgés de moins de 35 ans.

Pour sa part, le Directeur du programme "Jil-Siyaha" au ministère du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelhamid Terghini a qualifié cette occasion de "jalon important" pour le secteur touristique, au vu de la diversité d'activités et de programmes dispensés au profit des stagiaires afin de leur permettre de réaliser leurs projets innovants.

Pour rappel, le programme « Génération Tourisme » est financé conjointement par l'Union européenne et l'Algérie, à hauteur de 10.500,00 euros. Il s'inscrit dans le cadre de la stratégie algérienne d'emploi des jeunes et de développement touristique. Le programme de Génération Touristique est actuellement mis en œuvre dans les quatre wilayas modèles suivantes : Djanet, Sétif, Timimoun et Tlemcen.

TOURISME

L'Algérie présente au «BIT Milan»

L'Algérie prend part à la Bourse internationale du tourisme « BIT Milan », organisée du 4 au 6 février à Milan (Italie), a indiqué dimanche un communiqué du ministère du Tourisme et de l'Artisanat. La BIT « est un rendez-vous important qui a pour vocation de réunir tous les acteurs du secteur du tourisme » et constitue « un espace qui regroupe les investisseurs dans le domaine touristique et les professionnels pour tisser des relations d'affaires », précise la même source.

A cet égard, « et en vue de promouvoir l'image touristique de l'Algérie et de permettre aux opérateurs touristiques algériens de mener à bien leurs activités de communication publicitaire et de marketing, un espace de 93

m2 a été réservé au pavillon algérien conçu de manière à mettre en avant la diversité touristique, culturelle et architecturale de la destination Algérie », ajoute le communiqué.

A travers cet événement, le secteur du tourisme algérien tend à « mettre en valeur les atouts touristiques de l'Algérie et à intensifier les contacts avec les opérateurs touristiques étrangers présents et les médias assurant la couverture de cette manifestation, afin de leur fournir toutes les informations à même de promouvoir l'image touristique de l'Algérie », souligne la même source. A cet effet, « des dépliants publicitaires en langues italienne et anglaise seront distribués, et des visites virtuelles en 3D de certains sites touristiques seront au menu ».

La participation algérienne à la BIT intervient dans le cadre de « la mise en œuvre de la politique du secteur dans le domaine de la promotion touristique conformément aux recommandations du Schéma directeur d'aménagement touristique (SDAT) 2030, visant à promouvoir et à inclure la destination Algérie parmi les destinations touristiques commercialisées sur les marchés internationaux, en adoptant les mécanismes efficaces en vigueur dans le monde, à l'instar des salons et des expositions internationales spécialisés dans le tourisme et les voyages, étant les principaux espaces permettant de s'enquérir des nouvelles offres en matière de marketing, de promotion et de communication », conclut le communiqué.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale
de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

CACOBATPH

Lancement de
deux services
numériques

La Caisse nationale des congés payés et du chômage intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (CACOBATPH) a lancé, dimanche à Alger, deux services numériques visant à faciliter les procédures administratives au profit de ses affiliés.

A cette occasion, le Directeur général de la Caisse nationale des congés payés et du chômage intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique, Abdelmadjid Chekakri, a indiqué que ces deux services, disponibles via le portail de télédéclaration "Tasrihatcom", permettaient à tous les affiliés d'obtenir à distance leur certificat de performance et leur certificat d'affiliation sans avoir à se déplacer.

Cette étape est "la concrétisation d'un des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en matière de transformation numérique et de fourniture de services de communication visant à créer un lien fort entre l'administration et les citoyens", a affirmé le responsable.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la gamme de services électroniques proposés par la caisse à ses affiliés des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique pour "simplifier les procédures administratives, rapprocher les services des citoyens et assurer un traitement rapide des préoccupations", a-t-il expliqué.

Et d'ajouter que cette opération participait de "la stratégie adoptée par le secteur du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale en matière de nouvelles technologies de gestion", mettant en avant la contribution de la CACOBATPH aux efforts visant à "améliorer le service public" et à "rapprocher l'administration des citoyens".

R.E.

AUGMENTATION DES PRIX SANS PRÉAVIS

Le ministre du Commerce
met en garde

Le ministre du Commerce et de la promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a indiqué, hier à Alger, que l'Etat frappera d'une main de fer quiconque oserait augmenter les prix de produits alimentaires sans aucune justification.

Par Sirine R

Le ministre a rappelé que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a placé la préservation du pouvoir d'achat des ménages comme priorité. Des mesures importantes ont été incluses dans la Loi de finances 2024. Et qu'aucune taxe ou charge fiscale n'a été imposé aux producteurs. Donc, la révision à la hausse des prix est injustifiée, et même intolérable, dira le ministre en marge de l'inauguration de la troisième édition du salon international de l'Industrie des boissons et des aliments liquides (Bevalg) qui se poursuivra à la Safex jusqu'au 7 février courant. « La décision de deux marques de revoir à la hausse les prix de leurs produits est inacceptable. Ces deux producteurs sont appelés à annuler ces augmentations, sinon des sanctions sévères seront imposées », souligne-t-il. Pour le ministre, le marché est certes libre, mais « nous ne tolérons aucune augmentation surprise où injustifiée des prix. La révision à la hausse des prix ne pourrait être qu'après une discussion entre le producteur et le ministère. Si-

non, l'Etat frappera d'une main de fer tout contrevenant ». Il a indiqué également que la spéculation illicite n'est pas seulement le stockage des produits et marchandises pour créer un déséquilibre sur le marché, mais c'est également de procéder à des révisions des prix sans aucune raison.

« Nous en tant que tutelle, nous soutenons tous les producteurs participant à la création de la richesse et de chaînes de valeurs. Mais les gens qui veulent profiter du mois du ramadan, en augmentant les prix, seront sévèrement sanctionnés », ajoute-t-il. Par ailleurs, le ministre a salué les progrès réalisés par cette filière en plein expansion des boissons. Le marché national est estimé à plus de 2,5 milliards de DA, soit l'équivalent de 250 millions de dollars, indique-t-il, en mettant en avant la qualité de la production nationale, qui se fait selon les normes internationales. D'ailleurs, des quantités importantes sont exportées vers le marché européen, du Golfe et autres. « Les boissons algériennes sont très prisées sur les marchés internationaux. Ceci témoigne sur la qualité de nos produits et boissons », dira le ministre,

en précisant que l'ambition de son département pour 2024 est de parvenir à la couverture des intrants pour la filière boisson par l'exportation de produits finis gazeuses et jus. Les 58 producteurs se sont engagés et déterminés à atteindre cet objectif tracé par la tutelle. Ce rendez-vous économique (BEVLAGE) sera une occasion pour les producteurs de nouer des partenariats pour l'augmentation de la production nationale et d'aller à la conquête des parts sur le marché international. « Le salon Bevalg sera l'occasion de conclure des partenariats et des accords entre professionnels, leur permettant d'améliorer la qualité de leurs produits et de les acheminer vers les marchés étrangers, ont expliqué les organisateurs. Il permettra aussi d'obtenir des informations sur l'industrie alimentaire, qui contribue à augmenter le volume des exportations hors hydrocarbures du pays. Cet événement « pionnier, premier du genre en Afrique et au Moyen-Orient, sera une occasion idoine pour découvrir les dernières innovations de cette industrie vitale », indiquent les organisateurs de ce salon international.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Ouverture de 1725 postes budgétaires au grade
d'enseignant-chercheur

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé, dimanche dans un communiqué, l'organisation de concours de recrutement pour pourvoir à 1.725 postes budgétaires au grade d'enseignant-chercheur au titre de l'exercice 2024 et ce dans le cadre de l'encadrement pédagogique dans les établissements universitaires.

Ainsi, le ministère invite les per-

sonnes désirant accéder au grade de maître-assistant classe "B" à déposer leurs dossiers de candidature exclusivement via la plateforme numérique "Progres" sur le lien suivant: <https://progres.mesrs.dz/webrecrutement/>, note la même source.

"Le calendrier pour organiser le recrutement et/ou le concours sur titre pour accéder au grade de maître-assistant classe (B) dans les établissements universitaires a été fixé à

compter de la communication d'une copie de l'arrêté ou de la décision d'ouverture de recrutement et/ou du concours sur titre auprès des services centraux ou locaux selon le cas, à l'autorité chargée de la fonction publique le 11 février en cours, le dépôt des dossiers de candidature via la plateforme numérique (Progres) entre le 27 février et le 18 mars et l'organisation de l'entretien avec les comités de sélection au niveau

des établissements universitaires du 23 avril au 14 mai".

Quant aux procès-verbaux d'annonce des résultats définitifs des concours de recrutement, "ils seront établis entre les 15 et 28 mai et il sera procédé ensuite, après finalisation de toutes les procédures, à l'installation des candidats admis définitivement dans leurs postes le 7 septembre", ajoute le communiqué.

POUR AIDER 10 000 FAMILLES

Algerian Food Bank lance sa campagne «Solidarité
Ramadan 2024»

L'Algerian Food Bank, piloté par l'association Sidra, lance la campagne annuelle « Solidarité Ramadan 2024 » pour venir en aide aux familles dans le besoin pendant le mois sacré du Ramadan. En sollicitant le soutien des partenaires publics et privés, cette campagne vise à offrir une aide alimentaire à plus de 10 000 familles à travers le pays.

Créée en 2013, cette première banque alimentaire en Algérie encourage la solidarité sociale, notamment durant le mois sacré. Elle contribue à la garantie d'un accès à des denrées alimentaires de base pour les familles en difficulté financière. Soutenue par des donateurs et appuyée par l'implication active des volontaires, la campagne cible les familles nécessiteuses, les veuves ou femmes célibataires avec enfants, les foyers d'orphelins, les couples âgés aux moyens insuf-

fisants, ainsi que les familles des personnes en situation de handicap. Le président de l'association, Nacim Filali, a estimé que « l'Algerian Food Bank est un acteur important de l'aide alimentaire en Algérie, à travers ses actions il contribue au combat contre la faim et la lutte contre l'insécurité alimentaire. L'association Sidra agit au niveau national par le biais d'associations partenaires locales pour répondre aux urgences alimentaires dans les régions les plus isolées. La campagne « Solidarité Ramadan 2024 » est la plus grande action de ce programme avec la participation du plus grand nombre possible de volontaires ». Il a salué, à cette occasion, l'engagement de nombreuses entreprises qui ont accompagné Algerian Food Bank pendant plusieurs années, surtout durant le mois de ramadhan. Algerian Food Bank œuvre activement

pour augmenter sa capacité d'intervention encourageant ainsi une solidarité communautaire et sociale. Les entreprises et les donateurs ont la possibilité de soutenir les actions de la banque alimentaire à travers un soutien financier ou en fournissant directement les besoins en produits alimentaires, articles d'hygiène, vêtements, etc. La boîte alimentaire est composée de différentes denrées alimentaires de première nécessité telles que la semoule, la farine, le couscous, les pâtes, le riz, l'huile, le sucre, etc. Pour la mise en œuvre de la campagne « Solidarité Ramadan 2024 », l'association Sidra lance un appel aux dons aux entreprises en sollicitant des contributions financières et des donations en denrées alimentaires ou de produits d'hygiène, d'équipements, de matériel informatique, ou de supports/services de com-

munication tels que l'impression ou la publicité sur Internet. Elles peuvent également contribuer à la création d'un local pour Algerian Food Bank, dont une levée de fonds se fera prochainement. Depuis sa création il y a plus de 10 ans, l'Algerian Food Bank a distribué plus de 100 000 colis alimentaires aux familles nécessiteuses dans toutes les wilayas du pays. Il a mené des caravanes solidaires lors de différentes catastrophes naturelles dont celle des incendies de Tizi-Ouzou ou il a joué un rôle important en coordination avec les associations locales. Le programme vise à renforcer sa présence et à élargir et professionnaliser son action sur le terrain en développant des partenariats durables avec les acteurs économiques comme le font différents Foodbank à travers le monde.

R.E

CACOBATPH

Lancement de
deux services
numériques

La Caisse nationale des congés payés et du chômage intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (CACOBATPH) a lancé, dimanche à Alger, deux services numériques visant à faciliter les procédures administratives au profit de ses affiliés.

A cette occasion, le Directeur général de la Caisse nationale des congés payés et du chômage intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique, Abdelmadjid Chekakri, a indiqué que ces deux services, disponibles via le portail de télédéclaration "Tasrihatcom", permettaient à tous les affiliés d'obtenir à distance leur certificat de performance et leur certificat d'affiliation sans avoir à se déplacer.

Cette étape est "la concrétisation d'un des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en matière de transformation numérique et de fourniture de services de communication visant à créer un lien fort entre l'administration et les citoyens", a affirmé le responsable.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la gamme de services électroniques proposés par la caisse à ses affiliés des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique pour "simplifier les procédures administratives, rapprocher les services des citoyens et assurer un traitement rapide des préoccupations", a-t-il expliqué.

Et d'ajouter que cette opération participait de "la stratégie adoptée par le secteur du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale en matière de nouvelles technologies de gestion", mettant en avant la contribution de la CACOBATPH aux efforts visant à "améliorer le service public" et à "rapprocher l'administration des citoyens".

R.E.

AUGMENTATION DES PRIX SANS PRÉAVIS

Le ministre du Commerce
met en garde

Le ministre du Commerce et de la promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a indiqué, hier à Alger, que l'Etat frappera d'une main de fer quiconque oserait à augmenter les prix de produits alimentaires sans aucune justification.

Par Sirine R

Le ministre a rappelé que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a placé la préservation du pouvoir d'achat des ménages comme priorité. Des mesures importantes ont été incluses dans la Loi de finances 2024. Et qu'aucune taxe ou charge fiscale n'a été imposé aux producteurs. Donc, la révision à la hausse des prix est injustifiée, et même intolérable, dira le ministre en marge de l'inauguration de la troisième édition du salon international de l'Industrie des boissons et des aliments liquides (Bevalg) qui se poursuivra à la Safex jusqu'au 7 février courant. « La décision de deux marques de revoir à la hausse les prix de leurs produits est inacceptable. Ces deux producteurs sont appelés à annuler ces augmentations, sinon des sanctions sévères seront imposées », souligne-t-il. Pour le ministre, le marché est certes libre, mais « nous ne tolérons aucune augmentation surprise où injustifiée des prix. La révision à la hausse des prix ne pourrait être qu'après une discussion entre le producteur et le ministère. Si-

non, l'Etat frappera d'une main de fer tout contrevenant ». Il a indiqué également que la spéculation illicite n'est pas seulement le stockage des produits et marchandises pour créer un déséquilibre sur le marché, mais c'est également de procéder à des révisions des prix sans aucune raison.

« Nous en tant que tutelle, nous soutiendrons tous les producteurs participant à la création de la richesse et de chaînes de valeurs. Mais les gens qui veulent profiter du mois du ramadan, en augmentant les prix, seront sévèrement sanctionnés », ajoute-t-il. Par ailleurs, le ministre a salué les progrès réalisés par cette filière en plein expansion des boissons. Le marché national est estimé à plus de 2,5 milliards de DA, soit l'équivalent de 250 millions de dollars, indique-t-il, en mettant en avant la qualité de la production nationale, qui se fait selon les normes internationales. D'ailleurs, des quantités importantes sont exportées vers le marché européen, du Golfe et autres. « Les boissons algériennes sont très prisées sur les marchés internationaux. Ceci témoigne sur la qualité de nos produits et boissons », dira le ministre,

en précisant que l'ambition de son département pour 2024 est de parvenir à la couverture des intrants pour la filière boisson par l'exportation de produits finis gazeuses et jus. Les 58 producteurs se sont engagés et déterminés à atteindre cet objectif tracé par la tutelle. Ce rendez-vous économique (BEVLAGE) sera une occasion pour les producteurs de nouer des partenariats pour l'augmentation de la production nationale et d'aller à la conquête des parts sur le marché international. « Le salon Bevalg sera l'occasion de conclure des partenariats et des accords entre professionnels, leur permettant d'améliorer la qualité de leurs produits et de les acheminer vers les marchés étrangers, ont expliqué les organisateurs. Il permettra aussi d'obtenir des informations sur l'industrie alimentaire, qui contribue à augmenter le volume des exportations hors hydrocarbures du pays. Cet événement « pionnier, premier du genre en Afrique et au Moyen-Orient, sera une occasion idoine pour découvrir les dernières innovations de cette industrie vitale », indiquent les organisateurs de ce salon international.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Ouverture de 1725 postes budgétaires au grade
d'enseignant-chercheur

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé, dimanche dans un communiqué, l'organisation de concours de recrutement pour pourvoir à 1.725 postes budgétaires au grade d'enseignant-chercheur au titre de l'exercice 2024 et ce dans le cadre de l'encadrement pédagogique dans les établissements universitaires.

Ainsi, le ministère invite les per-

sonnes désirant accéder au grade de maître-assistant classe "B" à déposer leurs dossiers de candidature exclusivement via la plateforme numérique "Progres" sur le lien suivant: <https://progres.mesrs.dz/webrecrutement/>, note la même source.

"Le calendrier pour organiser le recrutement et/ou le concours sur titre pour accéder au grade de maître-assistant classe (B) dans les établissements universitaires a été fixé à

compter de la communication d'une copie de l'arrêté ou de la décision d'ouverture de recrutement et/ou du concours sur titre auprès des services centraux ou locaux selon le cas, à l'autorité chargée de la fonction publique le 11 février en cours, le dépôt des dossiers de candidature via la plateforme numérique (Progres) entre le 27 février et le 18 mars et l'organisation de l'entretien avec les comités de sélection au niveau

des établissements universitaires du 23 avril au 14 mai".

Quant aux procès-verbaux d'annonce des résultats définitifs des concours de recrutement, "ils seront établis entre les 15 et 28 mai et il sera procédé ensuite, après finalisation de toutes les procédures, à l'installation des candidats admis définitivement dans leurs postes le 7 septembre", ajoute le communiqué.

POUR AIDER 10 000 FAMILLES

Algerian Food Bank lance sa campagne «Solidarité
Ramadan 2024»

L'Algerian Food Bank, piloté par l'association Sidra, lance la campagne annuelle « Solidarité Ramadan 2024 » pour venir en aide aux familles dans le besoin pendant le mois sacré du Ramadan. En sollicitant le soutien des partenaires publics et privés, cette campagne vise à offrir une aide alimentaire à plus de 10 000 familles à travers le pays.

Créée en 2013, cette première banque alimentaire en Algérie encourage la solidarité sociale, notamment durant le mois sacré. Elle contribue à la garantie d'un accès à des denrées alimentaires de base pour les familles en difficulté financière. Soutenue par des donateurs et appuyée par l'implication active des volontaires, la campagne cible les familles nécessiteuses, les veuves ou femmes célibataires avec enfants, les foyers d'orphelins, les couples âgés aux moyens insuf-

fisants, ainsi que les familles des personnes en situation de handicap. Le président de l'association, Nacim Filali, a estimé que « l'Algerian Food Bank est un acteur important de l'aide alimentaire en Algérie, à travers ses actions il contribue au combat contre la faim et la lutte contre l'insécurité alimentaire. L'association Sidra agit au niveau national par le biais d'associations partenaires locales pour répondre aux urgences alimentaires dans les régions les plus isolées. La campagne « Solidarité Ramadan 2024 » est la plus grande action de ce programme avec la participation du plus grand nombre possible de volontaires ». Il a salué, à cette occasion, l'engagement de nombreuses entreprises qui ont accompagné Algerian Food Bank pendant plusieurs années, surtout durant le mois de ramadhan. Algerian Food Bank œuvre activement

pour augmenter sa capacité d'intervention encourageant ainsi une solidarité communautaire et sociale. Les entreprises et les donateurs ont la possibilité de soutenir les actions de la banque alimentaire à travers un soutien financier ou en fournissant directement les besoins en produits alimentaires, articles d'hygiène, vêtements, etc. La boîte alimentaire est composée de différentes denrées alimentaires de première nécessité telles que la semoule, la farine, le couscous, les pâtes, le riz, l'huile, le sucre, etc. Pour la mise en œuvre de la campagne « Solidarité Ramadan 2024 », l'association Sidra lance un appel aux dons aux entreprises en sollicitant des contributions financières et des donations en denrées alimentaires ou de produits d'hygiène, d'équipements, de matériel informatique, ou de supports/services de com-

munication tels que l'impression ou la publicité sur Internet. Elles peuvent également contribuer à la création d'un local pour Algerian Food Bank, dont une levée de fonds se fera prochainement. Depuis sa création il y a plus de 10 ans, l'Algerian Food Bank a distribué plus de 100 000 colis alimentaires aux familles nécessiteuses dans toutes les wilayas du pays. Il a mené des caravanes solidaires lors de différentes catastrophes naturelles dont celle des incendies de Tizi-Ouzou ou il a joué un rôle important en coordination avec les associations locales. Le programme vise à renforcer sa présence et à élargir et professionnaliser son action sur le terrain en développant des partenariats durables avec les acteurs économiques comme le font différents Foodbank à travers le monde.

R.E

7E SOMMET DU GECF

Quel avenir pour le gaz ?

Le Forum des Pays Exportateurs de Gaz (GECF) tiendra son 7e sommet en Algérie du 29 février au 02 mars 2024, dans une conjoncture énergétique mondiale marquée par autant d’incertitudes que de défis auxquels font face tous les pays, qu’ils soient producteurs, consommateurs, exportateurs, ou importateurs de ressources énergétiques fossiles.

2^e partie

Par A M

L’énergie est par conséquent un enjeu essentiel en matière de souveraineté, particulièrement quand sa disponibilité, les échanges des ressources énergétiques ou leurs marchés sont perturbés. C’est ce qui est arrivé plusieurs fois dans le passé avec les différents chocs pétroliers depuis 1973, et maintenant avec le gaz naturel depuis 2021, année au cours de laquelle la crise énergétique a démarré en Europe avant de s’étendre au monde entier, aggravée par non seulement la guerre russo-ukrainienne mais aussi par des enjeux géopolitiques qui sont en train de modifier complètement la scène énergétique mondiale. Le meilleur exemple relatif au poids du gaz en matière de souveraineté et de transition énergétique est celui de l’Europe et plus précisément l’Allemagne, qui a adopté dès le début des années 2000 une nouvelle politique de transition énergétique «EnergieWende», adossée au développement massif des ENR, au gaz provenant de Russie, et la fermeture de son parc nucléaire. Elle prévoyait même de devenir un hub de distribution d’électricité et de gaz vers le reste de l’Europe. Tout semblait fonctionner parfaitement bien avec deux corridors d’importation de gaz russe, un à travers l’Ukraine et la Pologne avec une capacité de 64 Mds M3/an, et l’autre avec les deux gazoducs North Stream 1 en fonction (55 Mds M3/an), et le North Stream 2 (55 Mds M3/an) en attente d’inauguration depuis 2020. Mais il fallait compter aussi avec :

- La pression des USA qui ne voulaient absolument pas que l’Europe dépende de cette façon du gaz russe, d’où le blocage du North Stream 2.
- La « sécheresse éolienne », face à une reprise économique post COVID avec une forte demande d’énergie.
- Et enfin les impacts de la guerre russo-ukrainienne dès 2022 (embargo sur le gaz russe et sabotage du North Stream 1). C’est ainsi que « cette demande n’a pas pu être servie comme le préoyaient les politiques de transition énergétique qui misaient sur les ENR intermittentes (éolien et solaire) ». Il s’en est suivi non seulement un déficit d’approvisionnement en électricité, mais aussi un retour brutal vers les énergies fossiles y compris le charbon, qui a entraîné une forte demande et une augmentation du prix des énergies fossiles, et plus particulièrement celui du gaz naturel dont le prix est passé en Europe de 35 à 115 Euros/MWh (10 à 34 Euros/MMBtu) entre Juillet et Décembre 2021. L’UE dépendait déjà en 2020 à 55% des importations d’énergie, et l’Allemagne à 64%, dont celles provenant de Russie à raison de 41% pour le gaz, 36,5% pour le pétrole, et 19,3% pour le charbon. A titre d’exemple, il faut noter que « la baisse des températures en Janvier 2023, a amené l’Allemagne à faire face à un pic de consommation électrique, sauvé par le charbon à 45%, le gaz à 20%, l’éolien à seulement 7%, le solaire à 0,5%, et même le nucléaire à 3% alors qu’il devait en principe cesser ».

C’est ainsi que le charbon a remplacé le gaz dans beaucoup de pays européens, en attendant mise en œuvre du plan REPowerEU, lancé par la Commission Européenne pour assurer l’indépendance énergétique du l’UE, à travers certes les ENR et l’économie d’énergie. Mais de nombreux usages ne sont pas encore aussi faciles à faire fonctionner sans gaz ou à électrifier avec des ENR, ce qui nécessite le maintien d’un niveau de consommation élevé et même en croissance par rap-

port aux besoins. C’est ainsi que le Pacte Vert Européen a commencé à battre de l’aile au niveau de plusieurs de ses membres dont certains ont appelé à une « pause réglementaire et à tenir compte des nouvelles réalités économiques et sociales après l’attaque de la Russie contre l’Ukraine ». Certains ont même poursuivi la subvention des énergies fossiles au détriment de l’objectif de réduire de 90% les émissions de CO2 à l’horizon 2040. D’où la nécessité de la recherche et la mise en place de nouveaux corridors d’approvisionnement en gaz, pour faire face aux aléas climatiques et au problème d’intermittence des ENR.

Sur un autre plan, et considérant que le gaz et l’électricité sont les deux ressources énergétiques les plus consommées dans le monde, on ne peut pas non plus évoquer la sécurité énergétique sans ses impacts sur deux autres volets aussi importants :

- La sécurité alimentaire à travers aussi bien l’agriculture que l’industrie agroalimentaire dont la consommation finale d’énergie dans le monde est de 30% selon l’ONU. Les engrais pour ne citer que cela ont connu un accroissement de leur prix de 97% en 2021.
- Le deuxième volet est relatif à l’impact du manque d’approvisionnement ou l’augmentation du prix de l’énergie dans le secteur industriel. La flambée des prix du gaz et de l’électricité en Europe a ainsi entraîné non seulement la fermeture de nombreuses activités, surtout dans le secteur de la chimie, mais aussi la délocalisation de nombreuses industries vers les USA, où en plus d’un gaz moins cher, le plan « Inflation Reduction Act » de 370 Mds \$, a été mis en place avec des mesures fiscales et financières pour soutenir l’activité industrielle et attirer les investissements des entreprises étrangères.

La mutation des corridors des échanges dans le monde

De nos jours, le marché gazier, les échanges à travers le monde et son transport vers tous les usages se font surtout à travers des gazoducs. Mais la concentration des réserves dans des zones géographiques souvent différentes de celles consommatrices a nécessité petit à petit le développement des échanges en GNL, ce qui est complètement différent des échanges par gazoducs, nécessite des investissements supplémentaires, et comporte par conséquent des risques « marchés » à prendre en considération.

Au-delà de ces considérations, et au regard des bouleversements géopolitiques récents ou en cours qui ont mis en évidence l’importance de la sécurité et de l’indépendance énergétique, et complètement changé la donne en matière d’échanges dans le monde, la diversification des importations par les pays importateurs/consommateurs est devenue impérative. C’est particulièrement ce qui se passe autour du marché européen qui est devenu depuis deux ans le centre de gravité de ce qu’on peut appeler aujourd’hui la « troisième guerre mondiale de l’énergie ».

Par ailleurs, il y a quelques années, la plupart des experts prédisaient un accroissement des échanges et du marché spot au détriment des contrats à moyen et long terme. Mais en fin de compte c’est l’inverse qui s’est produit, car pour un pays producteur il faut non seulement tenir compte des investissements nécessaires au développement des gisements, mais aussi de la commercialisation par GNL qui nécessite des investissements importants sur toute la chaîne. C’est pourquoi aujourd’hui, les contrats de livraison de GNL dépassent souvent les 20 ans et ceux du gaz

naturel par gazoducs sont tout juste du court à moyen terme.

L’industrie mondiale du GNL s’est ainsi développée de façon impressionnante depuis 2021 et bouleverse même les marchés gaziers en modifiant les volumes échangés et les circuits d’approvisionnement à travers le monde. Selon l’UIG, « en 2022, la capacité mondiale de liquéfaction a augmenté de 4,3 % pour atteindre un total de 478,4 MMT/an, et 75 % de l’augmentation en 2022 provenaient des États-Unis, ce qui en fait la plus grande capacité de liquéfaction opérationnelle au monde avec 88,1 MMT/an ». Toujours selon l’UIG, les capacités mondiales de liquéfaction actuellement approuvées sont de 178 MMT/an, dont 63,8 MMT/an en construction, et 997,1 MMT/an en Pre-Fid. Les capacités globales de liquéfaction sont ainsi prévues atteindre 800 MMT/an (1.103 Mds M3/an) en 2028, et 1475,5 MMT/an (2034 Mds M3/an) au-delà de 2030. A la fin de 2022, les capacités de regazéification nominales étaient de 970,6 MMT/an (1.338 Mds M3/an), auxquelles devrait s’ajouter une capacité en cours de construction de 238 MMT/an (328 Mds M3/an), pour atteindre 1.208 MMT/an (1.666 Mds M3) à

l’horizon 2030, ou au-delà en fonction des approbations de financement de certains terminaux. Mais il faut tenir compte du taux d’exploitation des terminaux qui n’est en moyenne que de 40% et dont la disponibilité est maintenue en général pour des raisons de sécurité d’approvisionnement.

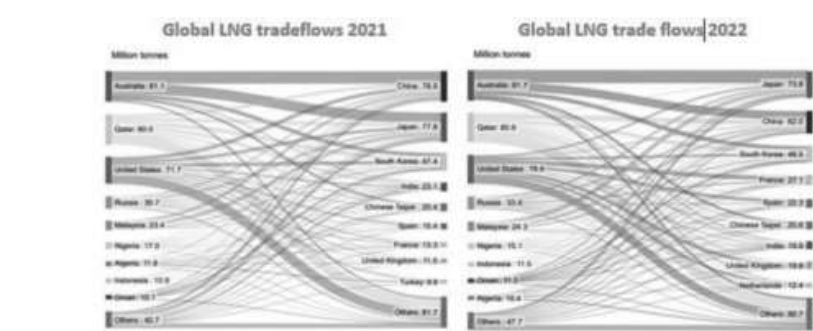
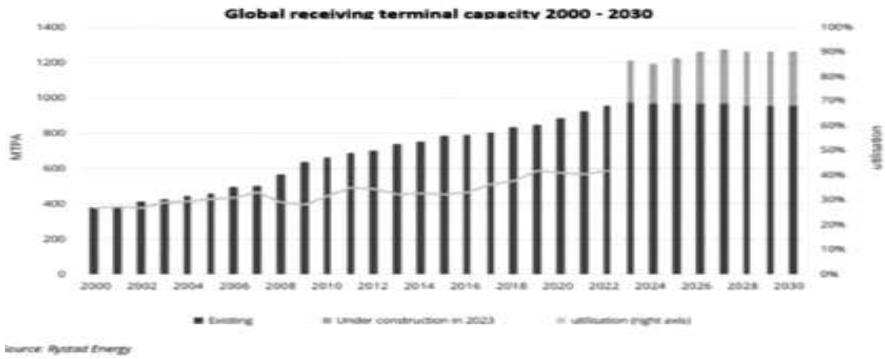
Les importations mondiales de GNL en 2022 ont augmenté de 6% par rapport à 2021 et atteint 395 MMT (545 Mds M3), soit environ 13,6% de la demande mondiale de gaz.

Entretiens, l’Europe a pratiquement doublé ses importations de GNL en 2023, et tout indique que le monde en consommera de plus en plus, et qu’au-delà de 2030 il y aura probablement de plus en plus de Gaz importé sous forme de GNL. La raison est simple : plus de flexibilité dans les approvisionnements et plus de garantie en matière de sécurité et d’indépendance énergétique. On le constate dans la récente analyse des marchés gaziers par l’AIE, à travers des prévisions d’une très forte croissance des approvisionnements en GNL d’ici 2026, qui vont certainement accroître la compétition au niveau des deux marchés européen et asiatique, et probablement aussi les prix.

Source : Energy magazinedz.com

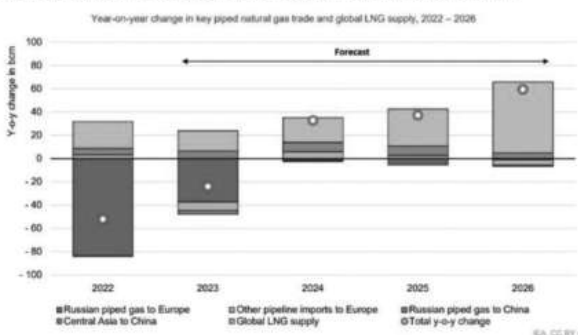
CAPACITES DE LIQUEFACTION ADDITIONNELLES HORIZON 2030

PAYS / REGION	CAPACITES ADDITIONNELLES MMT/AN	CAPACITES ADDITIONNELLES Mds M3/AN	%
USA	333	459	33,4
CANADA	229,6	317	23,1
RUSSIE	137	189	13,7
AFRIQUE	101,9	140,5	10,2
MOYEN ORIENT	71,5	98,6	7,2
ASIE-PACIFIQUE	68,9	95	6,9
MEXIQUE	48,8	67,3	4,9
RESTE DU MONDE	6,4	8,8	0,6



Source : UIG / Rystad Energy

The strong increase in LNG supply in 2026 is expected to ease market fundamentals



FORMATION
PROFESSIONNELLE À
TLEMCCEN

Quatre nouvelles
spécialités pour la
session de février

Le secteur de la Formation professionnelle prévoit l'ouverture de 4 nouvelles spécialités dans la wilaya de Tlemcen, à l'occasion de la session de février, a-t-on appris auprès de la direction locale de la Formation et de l'enseignement professionnels.

Le chef du service Formation, Abdelghani Amer, a indiqué à l'APS que les nouvelles offres de formation concernent l'organisation des chantiers de construction, l'assainissement, la couture spécialisée de matières molles, ainsi qu'au montage et la maintenance des panneaux photovoltaïques. L'enseignement des ces spécialités sera dispensé au niveau des centres de formation professionnelle des villes de Mansourah, Tlemcen, Sebdou et El Aricha, et ce, dans une vision prenant en considération la vocation de la wilaya, a fait savoir le même responsable. Il a ajouté, d'autre part, qu'il sera procédé à la faveur de la prochaine rentrée du secteur à la généralisation, pour la première fois dans la wilaya de Tlemcen, de l'enseignement de certaines spécialités de la formation qualifiante, à l'instar de l'élevage et la construction, au niveau de l'annexe de formation de la commune d'El Gor, ainsi que l'apiculture et la formation d'ouvrier agricole et fabrication de fromages, qui seront assurées au niveau du nouveau CFPA de Beni Bousaïd au profit des jeunes bénéficiaires de l'allocation chômage. Par ailleurs, le secteur a réservé pour la prochaine rentrée 7.930 nouvelles places pédagogiques réparties sur deux niveaux, le premier niveau concerne 1.050 places pour les formations diplômantes destinées aux stagiaires en mode résidentiel, 1.465 pour l'apprentissage, 100 places pour la formation en milieu rural, 90 pour le mode passerelle, 30 pour les cours du soir, ainsi que 154 autres places de formation des stagiaires employés dans des entreprises privées (154). Pour le second niveau, le secteur a réservé, cette année, 60 places pour la formation qualifiante, 340 places de formation en milieu rural, 50 places destinées à la femme rurale, 1.140 aux pensionnaires des établissements de rééducation, les cours du soir (300), 25 places réservées à l'initiation au programme informatique (CISCO), outre 436 places affectées à la formation en entreprise, a fait savoir la même source. Ce deuxième pallier de la formation comprend également 2.690 places réservées aux jeunes bénéficiaires de l'allocation chômage.

GHARDAIA

L'exutoire de la STEP de Kef El
Doukhan, une zone humide artificielle
et réservoir de la biodiversité

L'exutoire de la station de lagunage des eaux usées (STEP), sise à Kef Doukhan dans la commune d'El Ateuf (wilaya de Ghardaia) est devenue un véritable réservoir de la biodiversité et un écosystème aquatique, refuge pour une population avifaune migratrice, ont estimé samedi des responsables locaux du secteur des forêts.

Cette zone aquatique d'une superficie de près de 100 hectares composée d'équipements de traitement des eaux usées basés principalement sur un processus biologique naturel sans mécanisation, ni apport chimique au moyen de lagunage, a permis la création d'une zone humide artificielle qui abrite aujourd'hui de nombreuses espèces avifaunes, une flore dense ainsi qu'une faune variée, a-t-on indiqué à l'occasion de la célébration de la journée mondiale des zones humides sous le thème "Les zones humides, sources de bien-être humain". Cette station de lagunage est devenue un site majeur pour de nombreuses espèces d'oiseaux aquatiques (canard souchet, fuligule milouin et nyroca, poule d'eau, tadornes) qui bénéficient de l'abondance de zooplancton engendrée par cette technique naturelle de traitement des eaux usées, estime le Conservateur des forêts de Ghardaia, Mohamed Salah Lafdal.

Cette zone aquatique constitue depuis sa création "une halte incontournable de nidification et un site d'hivernage pour les oiseaux migrants sur l'axe migratoire entre l'Afrique et l'Europe", ainsi qu'un milieu de reproduction pour les amphibiens et autres

espèces d'insectes (libellules), selon le même responsable.

Composée de 16 bassins de décantation sur plus de 60 ha, qui recyclent les eaux usées avant d'être déversées dans un cours d'eau naturel sur plus de 5 Km, cette station de lagunage est devenue une zone humide artificielle à forte valeur de "biodiversité", de préservation et de stabilité de l'écologie de la région, a-t-il précisé.

De plus, l'extension de la végétation sur les berges du cours d'eau du ruissèlement des eaux épurées constitue un facteur propice pour la nidification et le stationnement en période migratoire des oiseaux nicheurs. La végétation spontanée et dense sur le pourtour de la station de lagunage constitue un lieu privilégié de pâturage pour les troupeaux ovins, caprins et camélins, des habitants de la zone d'El Ateuf.

Ce projet de station d'épuration par lagunage est considéré comme une réussite dans le sens où il a permis de créer une zone humide artificielle à forte valeur "biodiversité", dans la vallée du M'Zab, a noté le conservateur des forêts de Ghardaia.

Les zones humides artificielles créées dans la wilaya de Ghardaia à la faveur d'un pro-

gramme de traitement des eaux usées, de préservation de l'environnement et des ressources hydriques constituées essentiellement de stations d'épuration des eaux usées (STEP) de Kef Dokhen (exutoire de l'oued M'Zab) à El Ateuf, et celles de Berriane et de Guerrara ainsi que les rejets de Metlili (El Gaada), de Zelfana (Gouifla) et de Oued N'Chou, disposent d'une biodiversité importante et abritent une variété d'espèces d'oiseaux migrants dont une partie inscrite sur la liste des oiseaux menacés, élaborée par l'Union Internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Ces sites aquatiques artificiels sont devenus un milieu de reproduction de la population avifaune, favorisé par le gardiennage et l'éloignement des zones urbaines. Ils recèlent des potentialités susceptibles de promouvoir un tourisme écologique et de devenir également un véritable laboratoire à ciel ouvert pour les scientifiques et autres biologistes.

La présence d'oiseaux est un bon indicateur de l'état de la biodiversité locale, et cela, malgré les canicules et les tempêtes de sable que connaît la région de Ghardaia durant plus de trois mois dans l'année, signale-t-on.

LUTTE CONTRE LA FIÈVRE APHTEUSE À TIPASA

Plus de 95% des bovins vaccinés

Un taux de 98% du cheptel bovin de la wilaya de Tipasa a été vacciné contre la fièvre aphteuse, a-t-on appris, jeudi, auprès de l'inspection vétérinaire de la wilaya.

«Ce taux représente 6.200 têtes bovines vaccinées », a indiqué le médecin vétérinaire auprès de cette inspection, Othmane Mohamed Kamel, lors d'une journée de sensibilisation sur «Les méthodes de prévention contre la fièvre aphteuse», organisée par la Caisse régionale de mutualité agricole de Koléa.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de la vaste campagne nationale de vaccination contre la fièvre aphteuse, lancée à titre préventif le 21 décembre dernier par le ministère de l'Agriculture et du Dévelop-

pement rural. «Aucun cas d'infection par ce virus, affectant les bovins et les caprins, n'a été enregistré dans la wilaya de Tipasa », a affirmé M. Mohamed Kamel, appelant les éleveurs participant à cette rencontre à la nécessité de faire vacciner leur bétail, « car c'est l'unique moyen de protéger leur bétail », a-t-il affirmé. La direction des services agricoles (DSA) a mobilisé tous les moyens matériels et humains nécessaires à la réussite de la campagne de vaccination, dont 45 médecins vétérinaires, des secteurs public et privé, selon la même source. Outre la vaccination du cheptel, l'intervenant a cité nombre de mesures préventives susceptibles d'être prises par les éleveurs, dont l'isolement des nouvelles bêtes non contrôlées au ni-

veau des fermes d'élevage, la réduction de l'entrée d'étrangers dans les fermes, l'installation de pédiluves et de bassins automatiques à l'entrée des fermes, l'épandage de la chaux et la réduction au maximum du déplacement des bêtes, tout en évitant, si possible, l'acquisition de nouvelles bêtes. Pour sa part, l'adjointe du directeur des risques agricoles à la Direction générale de la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA), Samia Anas, a souligné « l'importance de l'assurance, comme étant un des moyens préventifs permettant à l'éleveur d'éviter de grandes pertes dues à une infection par la fièvre aphteuse ». Elle a cité parmi les avantages assurés aux éleveurs par les contrats d'assurance multirisques de la

CNMA, la « possibilité d'indemnisation contre les pertes dues aux incendies, les catastrophes naturelles, et les maladies pouvant causer la mort des bêtes ou leur abattage ». Le directeur de la Caisse régionale de mutualité agricole de Koléa, Samir Kouachi, a souligné le « rôle préventif » de la Caisse à travers l'organisation de ce type de rencontres, inscrites dans le cadre de la sensibilisation des agriculteurs en général, et des éleveurs de façon particulière. Outre des vétérinaires, une trentaine d'éleveurs de bovins et d'ovins ont pris part à cette journée organisée en coordination avec la Chambre d'agriculture, dans l'objectif de promouvoir la culture de l'assurance chez les éleveurs, et de renforcer l'esprit de responsabilité en eux, M. Kouachi.

RÉSEAU DE FIBRE OPTIQUE À MOSTAGANEM

Raccordement de près de 6 000 foyers

Près de 6.000 foyers ont été raccordés au réseau de fibre optique jusqu'au domicile (FTTH) dans la wilaya de Mostaganem, durant l'année écoulée, a-t-on appris, jeudi, de la direction opérationnelle d'Algérie Télécom.

La chargée de la communication, Slimani Fatiha, a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que l'année 2023 a connu l'installation de cinq équipements, via la technique de fibre optique jusqu'au domicile (Fiber to the home), ce qui a permis le raccordement de 5.888 foyers à ce service pour disposer d'une connexion Internet de haut débit à 300 mégabits par seconde. Ces opérations ont permis une augmentation du nombre des équipements installés, jusqu'à présent, à 17 et le

nombre de foyers dotés de cette technique dans les communes de Mostaganem, Sour, Hadjadj, Mazagran et Benabdelmalek Ramdane, à 15.932 foyers, a ajouté la même interlocutrice. La direction opérationnelle d'Algérie Télécom de Mostaganem cible, cette année, le raccordement de 5.000 foyers après installation de 5 équipements dans la zone d'expansion touristique à travers le quartier « Les Sablettes » et les cités Salamandre, Zahana, Zaghloul et Chamouma, dans la commune de Mostaganem. En ce qui concerne la technologie 4G, la même source a fait savoir que l'année écoulée a connu l'installation de sept nouvelles stations, faisant augmenter le nombre des abonnés bénéficiaires de ces services, pas-

sant de 8.434 abonnés à 47.654 abonnés. Ces stations concernent les zones rurales notamment les localités de Ouled El Mokhtar, relevant de la commune de Safsaf, Maïzia, dans la commune de Hassi Mamèche, Bekairia, dans la commune de Mesra, ainsi que les localités de Beni Niat, Ouled Bouras, Kedaïchia, Aïn Tounine, dans les communes de Ouled Boughanem, Sour, Aïn Tedles et Tazgaït. Le nombre des abonnés au service de la téléphonie fixe a atteint, à fin 2023, plus de 58.000 abonnés (3.135 abonnés supplémentaires au cours d'une année), tandis que le nombre de ceux raccordés au service Internet a été de près de 46.000 abonnés dont 3.182 nouveaux

CONTRIBUTION

Comment parler de progrès ?

La vie matérielle se dérobe sous la civilisation thermo-industrielle. Cette civilisation matérielle a atteint son apogée et entame son déclin, la vie matérielle comme reprise par une nature vivante et comme indifférente à la vie sociale va continuer sa course[1]. Elle finira bien par imposer aux apôtres de la croissance économique ses lois physiques. On sait aujourd’hui ce que doivent les libertés individuelles à l’énergie fossile[2].

3^e partie

Par DERGUINI Arezki (*)

Autonomie et dépendance

Il faut se faire une idée du progrès qui ne soit pas contreproductive. C’est le retour d’une histoire cyclique, ou plus exactement une évolution en spirale, mais désormais descendante plutôt qu’ascendante. À un certain moment, l’histoire a besoin de se reprendre à partir de ses anciennes bifurcations, pour explorer une direction qu’elle n’avait pas retenue. Il y peut y avoir des marches en avant ici et des retours en arrière là, le tout est de savoir comment les choses s’équilibreront. L’Histoire tâtonne, va dans des impasses et s’en retourne. Aujourd’hui les médias continuent de faire croire au Progrès, car sans publicité incitant à la consommation, ils changeraient de main. Les économistes continuent de n’avoir de regard que pour la croissance, ils n’ont pas appris à gérer la décroissance, mais à la combattre. Ils parlent flux d’argent, mais pas flux physiques. Le monde se dirige vers la guerre, en ignorant que le retour à la paix ne sera pas comme celui d’après la Seconde Guerre mondiale portée et prolongée par le développement de la civilisation thermo-industrielle. On croit que la reconstruction sera une aubaine pour certaines entreprises, alors qu’il faudra reconstruire dans d’autres conditions de stabilité. L’instabilité est là pour durer, mais on continue de croire qu’elle sera passagère. Le progrès le plus simple consisterait aujourd’hui à éviter les guerres avec leurs destructions massives, et le plus intelligent, à atténuer en douceur avec la décroissance. Mais voilà que les forces de l’inertie ne travaillent pas dans ce sens. Les Chinois qui nous le savons ont une autre conception de l’Histoire reviennent à leurs Classiques, ils ont un autre rapport au passé. Pourront-ils instruire leur comportement de l’enseignement des Anciens, se défaire d’une rivalité mimétique avec l’Occident, passer d’un comportement consumériste à un comportement sobre ? Vers quoi se porteront-ils ? Au lieu de pleurer la disparition de la croissance, ils pourraient accueillir la décroissance autrement que ne peut le faire l’Occident. La notion de progrès démarre avec la science expérimentale au XVII^e siècle. Puis elle passe à l’esprit humain en sécularisant la conception chrétienne de l’histoire : l’au-delà est déplacé sur l’avenir et le bonheur terrestre remplace le salut céleste. La notion gagne ensuite la vie matérielle qui se confond avec la croissance de la production marchande (PIB)[4]. Mais voici que pour les croyants au Progrès l’avenir ne s’apparente plus au paradis, mais à l’enfer, même si des populations nombreuses (économies émergentes) veulent croire qu’elles peuvent avoir leur part de paradis terrestre. Des hindous et des Juifs font ainsi la guerre à des musulmans, les Turcs aux Kurdes, etc. pour construire leur paradis terrestre au lieu de construire la paix dans une certaine sobriété énergétique. Pour l’heure, il s’agit de savoir qui va chuter le moins violemment possible, qui pourra reprendre ses billes après l’effondrement général. La peur du passager clandestin mine autant les relations collectives que les relations internationales.

Le progrès est cumulatif et c’est celui du savoir depuis l’écrit. Mais il n’a pas cette caractéristique dans toutes ses applications. Le caractère cumulatif du progrès technique et scientifique associé aux mythes de l’histoire comme progrès et de l’homme comme maître et possesseur de la nature permet d’associer le progrès du savoir au progrès du monde. Pourtant l’application du progrès scientifique, le progrès technologique, est ambivalente : le monde est soumis au deuxième principe de la thermodynamique et le progrès sert aussi à détruire, à faire la guerre. La destruction créatrice de Schumpeter laisse derrière elle une pure destruction rétroactive. Avec les mythes de l’Histoire comme Progrès, de l’Homme comme maître de la Nature qui s’effritent, c’est le mythe de l’émancipation, de l’autonomie individuelle qui s’effondre. ... Nous commençons à voir qu’il faut plutôt prendre soin de ses dépendances, qu’il n’est pas bon de dépendre du marchand, de l’anonyme étranger qui peut se transformer en rival qui s’en prend à ce que nous produisons et à nos conditions d’existence.

Gendarme de la chaîne alimentaire

Bien que nous nous rendions compte aujourd’hui que nous n’avons jamais été maîtres de la nature, que la Science n’a jamais régné sur le monde, qu’il va falloir nous adapter, on continue d’affirmer que nous voulons être maîtres de notre destin. Nous continuons de vouloir nous soustraire aux pesanteurs terrestres, soumettre le monde à notre rêve d’autonomie individuelle. Dans la chaîne alimentaire, l’homme s’est élevé au-dessus de tous les vivants, mais il n’en est pas le centre. Il en est dépendant et ne peut en être maître. Il ne peut dans son intérêt qu’entretenir et soigner la chaîne. Si Copernic a découvert que la Terre tourne autour du soleil et non l’inverse, nous découvrons que l’homme tourne autour de la Terre et non l’inverse. De ce que l’homme produit, il commence à voir que l’essentiel qui commence à lui faire défaut ne dépend pas de lui. C’est la matière et l’énergie fossile qu’il n’a pas produites et qu’il a sous-évaluées dans ses comptes parce qu’elle coûtait peu à sa compétition, qui ont rendu possibles la vie matérielle et les droits qu’elle porte. Si travail humain et travail non humain ne doivent que faire qu’un, que l’un ne peut aller sans l’autre, la part du travail non humain est considérable. La part du travail humain dans la production de la vie matérielle, bien que cruciale, est marginale depuis que savoir et énergie ont été dissociés dans le travail humain par les énergies fossiles, la part de l’énergie humaine dans l’énergie utilisée est devenue négligeable, du savoir dans le savoir humain de plus en plus réduite . Avec les crises énergétique et climatique, la nécessaire décarbonation de la vie matérielle et contraction de l’économie qui doivent s’ensuivre, la part de l’énergie humaine dans le travail humain, du savoir dans le savoir humain, devra retrouver une place plus importante. Nous voguons à contre-courant : nous continuons à travailler avec une énergie bon

marché alors que nous devons commencer à apprendre à travailler avec moins d’énergie non renouvelable. Conséquence : nous produisons ce que d’autres cessent de produire. Châkh ennidhâm, disait un défunt sage ; il a du mal à s’adapter. Pour prendre soin de lui-même, l’homme doit prendre soin de toute la chaîne alimentaire, de toute la vie dont il vit, de tout le travail vivant dont il n’est pas la cause et dont il dépend. Le « travail mort » qui a remplacé le « travail vivant », les machines qui ont remplacé le travail humain ne peuvent fonctionner, se développer et subsister sans énergie non humaine qui les actionne. L’homme cet omnivore, ne peut se passer ni des plantes ni des animaux. L’homme a un rôle crucial dans la chaîne alimentaire non par son régime alimentaire qui le situe au niveau de l’anchois, mais par sa capacité à se mouvoir et à intervenir dans toute la chaîne alimentaire, à faire tenir, entretenir ou rompre, détruire toute la chaîne. Il est en quelque sorte le gendarme de la chaîne, mais aussi un producteur et un consommateur qui par ses diverses interventions peut soigner ou nuire à la chaîne. L’être humain est responsable de toute la chaîne de production/d’alimentation, car dans la chaîne, il y a des prédateurs, des consommateurs et des producteurs qui ne sont plus à leur place par sa faute et se développent de manière disproportionnée. Il y a ceux qui la renforcent et ceux qui la sapent, il y a ceux qu’il doit combattre et ceux qu’il doit se concilier dans l’intérêt de toute la chaîne, son intérêt ne peut s’en dissocier. Il y a ceux qui ont trouvé leur place et ceux qui l’ont perdu. De ceux qui l’ont perdu, il y a ceux qui disparaissent et ceux qui subsistent et cherchent leur place. Tous deux affectent la chaîne, dans un cas elle s’effondre, dans l’autre, elle est perturbée. L’Homme peut alors voir la pyramide de laquelle il vit et dans laquelle il intervient, s’effondrer. Lui qui peut parcourir toute la chaîne, il lui faut prendre soin sans en être Maître ou plutôt mauvais maître. Car le savoir et son caractère omnivore en ont fait un maître. Un bon maître, dans le sens du maître d’école qui ne fabrique pas son élève et sait que l’école n’est ni la société ni la vie. Mauvais maître celui qui croit que tout commence avec lui. Celui qui oublie qu’il fait partie de la chaîne, a été produit par la chaîne et qu’il n’est à sa place, être dans une position où tous les autres membres de la chaîne sont à son service que parce certains équilibres ont été respectés, qu’un certain ordre a été établi dans lequel il a une responsabilité particulière, mais pas toute la responsabilité. Après avoir été mauvais maître, il doit apprendre à devenir un bon maître.

Dieu fait Homme

« Dieu se fait homme » : avec le mythe de l’Incarnation, l’Homme peut déclamer la Vérité du monde. Dieu fait Homme peut ainsi s’effacer derrière l’Homme, le Dieu mortel (Hobbes) peut prendre sa place. C’est désormais l’État et le marché qui auront leurs fidèles. Le mythe de l’homme maître et possesseur de la nature qui est à l’origine de la Science a quelque chose à voir le mythe chrétien de l’Incarnation. Dieu, qui a créé le monde,

l’aurait soumis à des lois, peut se retirer et le confier aux hommes par les lois que la Science découvrira. L’Homme hérite du Savoir divin dans la Science. Elle prendra possession des lois que Dieu y a déposées par lesquelles le monde est gouverné. Quand les Occidentaux comparent les civilisations, ils ne peuvent pas rendre compte des partis pris implicites de leur comparaison. Ce mythe ne figure pas dans les postulats qui les différencient des autres civilisations. Il arrive au mythe de sourdre dans la comparaison, mais il ne sera pas posé comme postulat à l’origine de la Science qui fait pour les Occidentaux la différence avec les autres civilisations ; ils sont la civilisation qui a donné naissance à la Science en sortant de la Religion. Il ne pouvait le postuler ayant placé la religion dans un passé sans avenir, substitué le bonheur terrestre au paradis. Et pourtant en comparant l’humain dans les différentes civilisations, ce mythe de l’Incarnation, d’où découle cet homme maître et possesseur de la nature, apparaît spécifique au christianisme. Dieu s’étant retiré de sa Création, s’étant incarné dans l’Homme, la Nature se donne à la Science de l’Homme. Il n’a plus besoin de l’Église qui a accompli son œuvre en cédant la place au Dieu mortel, la Science qui de libre expérimentation au départ est maintenant chargée de dire la Vérité du monde. On a échangé dans l’opération l’infaillibilité du Pape contre celle de la Science. Il y a là une nouvelle foi bien plus arrogante que l’ancienne. Elle se situe au-dessus de toutes les religions. Le mythe de la rupture a permis l’effacement du mythe de l’incarnation et sa transmutation dans l’Homme maître et possesseur de la nature. Le mythe prométhéen qui replonge l’esprit européen dans l’Antiquité, vient soutenir le mythe de l’homme maître et possesseur de la nature pour dérober la filiation de ce dernier au mythe de l’incarnation. On ne peut faire du nouveau qu’avec de l’ancien, sauf à penser que l’on puisse recréer le monde à partir de rien. L’ancien est dans le nouveau et le nouveau dans l’ancien, on peut parler de gestation, de génération, de mutation, mais pas de création ex nihilo sauf à supposer une nature de création divine dont la charge de divine serait devenue humaine. Le mythe de pouvoir créer à partir de rien passe de Dieu à l’Homme.

La bipolarisation : un choix de société, ...

« La tendance, constatée dans tous les pays développés, est à la polarisation croissante des qualifications. Que voit-on ? Les jobs les plus qualifiés sont en forte croissance, de même que ceux qui sont à l’autre bout de l’échelle : petits boulots, emplois supposés immédiatement accessibles, souvent précaires dans leur statut. Entre les deux, les tâches de qualification intermédiaire semblent vouées à une lente mais inexorable érosion. Or, ce sont ces tâches – ouvriers qualifiés de l’industrie, cadres intermédiaires des services – qui ont formé l’ossature des classes moyennes dans la période de croissance des décennies d’après-guerre.

... (*)Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif; ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

ARABIE SAOUDITE
**Beauty World
2024 ouvrira
ses portes à
Riyad le 11
février**

Plus de 300 marques de 35 pays sont prêtes à participer à Beautyworld Saudi Arabia 2024, le seul salon du Royaume dédié aux secteurs de la beauté, des parfums, des cheveux et du bien-être.

Parmi les exposants locaux seront Al Haramain Parfums, qui a été créé en 1970 à La Mecque et est maintenant le leader de l'industrie pour la région du Golfe et vend ses produits partout dans le monde.

Parmi les autres, on compte Dar Alamirat, premier fournisseur saoudien de produits de beauté et de soins personnels, et Fragrance World, une entreprise de Dubaï, qui est en affaires depuis 1988 et qui exporte vers plus de 125 pays.

Selon une étude de Statista, la valeur du marché des parfums en Arabie saoudite devrait atteindre 500 millions de dollars américains (1 dollar américain = 0,93 euro) cette année, et la croissance devrait se poursuivre dans les années à venir. Les chiffres de Goldstein Research ont évalué la valeur du marché de la beauté du pays à 3,82 milliards de dollars en 2021. Syed Ali Akbar, directeur du salon chez coorganisateurs Messe Frankfurt Middle East, a déclaré: «La catégorie des parfums est toujours l'une de celles dont nous sommes très fiers à Beautyworld, car elle a une profonde signification culturelle dans la région, à laquelle s'ajoute le boom de l'intérêt international pour les fabricants et les parfums du Moyen-Orient.»

«Les maisons de parfumerie européennes et internationales sont plus nombreuses à exposer en Arabie saoudite cette année, et il est formidable de voir la croissance mondiale et les meilleurs leaders du secteur se réunir à Riyad pour ce qui sera, nous en sommes sûrs, un autre salon exceptionnel pour les professionnels et les visiteurs», a-t-il signalé.

LES STARTUPS DE LA ZONE MENA

Elles poursuivent leur croissance avec 76 millions de dollars engrangés au mois d'août

Les start-ups de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) continuent de susciter un fort intérêt auprès des investisseurs, témoignant ainsi d'une vitalité soutenue de l'activité entrepreneuriale.

En août 2023, les start-ups de la région MENA ont levé plus de 76 millions de dollars à travers 18 opérations, ce qui constitue une performance non négligeable par rapport à la région au sens plus large du Moyen-Orient, de l'Afrique et du Pakistan, qui a réuni 139 millions de dollars dans le cadre de 46 opérations au cours de la même période, selon la société de recherche de données sur le capital-risque MAGNiTT. À noter que sur les trois sorties d'entreprises enregistrées au Moyen-Orient, en Afrique et au Pakistan en août, deux d'entre elles provenaient de la région MENA, ce qui met en évidence le rôle de plus en plus important que cette région joue dans l'écosystème mondial des start-ups. Cependant, ces chiffres prometteurs surviennent après un premier semestre 2023 difficile. Au cours du premier semestre de 2023, les startups de la région ont réussi à attirer 1,1 milliard de dollars de capitaux à travers 193

opérations, ce qui représente une baisse de 41 % en glissement annuel. Néanmoins, cette baisse est nettement meilleure que la baisse moyenne de 52 % du financement mondial. Alors que les opérations dans la zone MENA ont diminué de 49 %, cette baisse a été plus prononcée que celle de 25 % enregistrée pour les opérations. Le rapport examine également les performances sectorielles, révélant qu'en dépit d'une baisse de 51 % en glissement annuel du nombre d'opérations, le secteur de la fintech continue de dominer. Le commerce électronique et la vente au détail ont suivi, stimulés par d'importants investissements en Arabie saoudite dans les sociétés Nana et Floward, qui ont représenté 80 % du financement total du secteur au cours du premier semestre de l'année. En revanche, le secteur des transports et de la logistique a rencontré d'importants défis, avec une réduction de près de 90 % des finance-

ments et une réduction de moitié du nombre d'opérations par rapport au premier semestre de 2022. Dans l'ensemble, l'écosystème des startups de la région MENA démontre une résilience et un potentiel prometteurs, en particulier dans les secteurs de la fintech et du commerce électronique. Les deux sorties notables du mois d'août sont des indicateurs optimistes pour l'avenir du paysage des investissements dans la région. Engagement du fonds Jada de la PIF (Fonds d'investissement public) envers le fonds Aliph Capital pour le CCG Les petites et moyennes entreprises en Arabie saoudite sont sur le point de bénéficier d'un coup de pouce important, car Jada Fund of Funds Co., une entreprise détenue par le Fonds d'investissement public, annonce son engagement fort dans le fonds Aliph Fund I d'Aliph Capital, axé sur le Conseil de coopération du Golfe (CCG).

MARCHÉ TUNISIEN DE L'IMMOBILIER

La hausse des prix s'accélère

Le marché immobilier a connu, en 2023, une hausse de 9% du prix moyen au mètre carré des appartements. Selon les estimations de Anis Gharbi, directeur de « Mubawab Tunisie », la tendance est loin de se calmer en 2024, d'autant plus que le secteur est fortement exposé aux aléas économiques. Les résultats de l'étude rétrospective sur les tendances du marché immobilier tunisien en 2023 ont été dévoilés lors d'une conférence de presse récemment organisée par « Mubawab ». Il en ressort, en somme, que l'année 2023 a connu une certaine dynamique sur un marché assez tendu, avec des tendances distinctes observées tant du côté de la demande que de l'offre. En effet, la demande immobilière a enregistré une évolution fluctuante, passant d'une stabilité relative observée au cours du premier semestre à une croissance exponentielle remarquée particulièrement au mois d'août, mais qui n'a pas duré puisqu'elle a commencé à s'infléchir à partir de

septembre. Suivant un schéma similaire, l'offre immobilière s'est stabilisée à partir du mois d'août.

Les S+2 en forte demande

Côté préférences, l'enquête a révélé que les appartements d'une superficie comprise entre 100 et 130 mètres carrés étaient les plus sollicités par les visiteurs du portail « Mubawab.tn », représentant 30% de la demande et 26% de l'offre. Les appartements dont la superficie se situe entre 130 et 170 mètres carrés ont, par ailleurs, suscité un vif intérêt au cours de l'année écoulée. En matière de typologie d'appartement, ce sont les S+2 qui qui caracolent en tête des préférences avec 37% de la demande, suivis par les S+3 qui totalisent 30% de la demande. Quant aux prix, ils ont évolué en dents de scie, atteignant leur point culminant au mois de juillet, avec une augmentation significative de 14% par rapport au même mois de l'année précédente.

Dans le Grand Tunis, les quartiers de la banlieue nord se démarquent par les prix de vente les plus élevés pour les appartements neufs. Les Jardins de Carthage arrivent en tête du classement avec un tarif de 4.850 dinars par mètre carré, suivis d'Ain Zaghouan Nord (3.700 dinars par mètre carré). En troisième place, les quartiers résidentiels d'El Menzeh 9 C et Ennasr 2 présentent des prix identiques, atteignant 3.300 dinars par mètre carré pour les appartements neufs. L'étude a révélé que certaines zones présentent des écarts de prix relativement proches, que ce soit pour les biens neufs ou anciens. Par exemple, aux Jardins d'El Menzah 2 les tarifs sont de l'ordre de 2.720 dinars par mètre carré pour les appartements neufs. A noter que sur le Grand Tunis, les appartements neufs les plus abordables se trouvent à El Mourouj 6, avec des prix avoisinant les 2.200 dinars suivis par La Manouba avec 2.300 dinars par mètre carré.

Augmentation de 11% du prix moyen de location des appartements

Sans grande surprise, le marché locatif a culminé durant la saison estivale où la demande a atteint son pic en août tandis que l'offre a connu une croissance significative à partir du mois de septembre, une tendance haussière qui s'est maintenue jusqu'à la fin de l'année. En effet, le prix moyen de location des appartements a augmenté de 11% au cours de l'année 2023. Dans le Grand Tunis, c'est aux Berges du Lac 2 que se trouvent les appartements les plus onéreux à la location avec un loyer de 2.000 dinars par mois les S+1, suivis par La Marsa (1.800 dinars/mois), les Jardins de Carthage (1.550 dinars) et Ain Zaghouan Nord (1.200 dinars). En ce qui concerne les loyers mensuels les plus abordables, ils se concentrent principalement dans les zones de Mourouj 6 et Ryad El Andalous.

MAURITANIE

Le CSA organise un séminaire pour développer les mécanismes de développement de ses programmes

La commissaire à la Sécurité alimentaire, Mme Fatimetou Mint Khattry, a ouvert, samedi, à Nouakchott un séminaire consacré au développement des mécanismes de développement et d'exécution des programmes du Commissariat à la sécurité alimentaire (CSA). Ce séminaire de deux jours réunira les staffs du CSA au niveau central et régional. A cette occasion, la commissaire a indiqué que les programmes sociaux qu'exécute le CSA ont connu un développement remar-

quable et un accroissement accéléré durant les dernières années, conformément aux engagements de son Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, qui accorde une attention particulière aux couches les plus vulnérables de la société. Elle a ajouté que la complexité et la diversité des programmes sociaux exécutés par le CSA exigent l'organisation régulière de telles rencontres, dans le but de développer des mécanismes de mise en œuvre des

programmes, de consolider les acquis, de remédier aux déséquilibres, d'éviter les erreurs et de bénéficier des expériences, notant que le travail humain est, par nature, sujet à des déficiences et aux lacunes, et nécessite une attention régulière, des pauses de réflexion et de revues. Elle a souligné que la période d'évaluation et de revue donnera un nouvel élan à l'action de la CSA, notamment au cours d'une année qui aura sa propre spécificité sociale, car le Commissariat mettra en œuvre un

ensemble de programmes sociaux importants au profit des citoyens des différentes wilayas du pays et d'appui à l'élevage et à la production agricole. La cérémonie d'ouverture du séminaire s'est déroulée en présence de la conseillère du Premier ministre chargée de la Sécurité Alimentaire, Mme Mout'ha Mint El Haj, du commissaire adjoint à la Sécurité Alimentaire, M. Limam Ould Abdawa, et des staffs centraux et régionaux du CSA.

VIA UN INVESTISSEMENT DANS LA START-UP BOSSO

Renew Capital s’engage dans le secteur du logement en Zambie

L’investisseur à impact axé sur l’Afrique a annoncé sa quatrième opération d’investissement depuis 2024. Son choix s’est porté sur la plateforme Bosso qui numérise l’approvisionnement en matériaux de construction au profit d’entreprises et constructeurs particuliers.

Renew Capital a annoncé la réalisation d’un investissement non dévoilé dans Bosso. Les fonds engagés permettront d’accélérer l’activité de cette start-up zambienne sur son marché domestique. La jeune pousse, qui travaille à réduire le déficit de logement dans le pays, a eu l’idée de numériser l’approvisionnement en matériaux de construction pour faciliter leur acquisition à des coûts réduits. Avec ce financement annoncé, elle prévoit de densifier ses partenariats avec des construc-

teurs et institutions financières pour développer des offres d’achat de matériaux plus flexibles au profit de sa clientèle. « La plupart des gouvernements africains s’efforcent actuellement d’offrir des logements abordables à leurs citoyens. Un logement abordable commence toutefois par la fourniture de matériaux de construction abordables », a déclaré Calvin Chitangala, directeur des investissements et des projets chez Renew Capital pour la Zambie. Et d’ajouter : « la plateforme innovante de

Bosso améliore l’approvisionnement en matériaux de construction en Afrique et nous sommes ravis de les soutenir dans leur démarche ». Notons que cet engagement est la quatrième transaction réalisée par Renew Capital depuis le début de l’année 2024. La société d’investissement à impact a conclu ses trois premiers investissements dans le secteur de l’énergie durable en Afrique de l’Est, des paiements et services financiers en Ouganda et dans le domaine climatique au Kenya.

CAMEROUN

Le cacao rapporte en moyenne 400 milliards FCFA par an à l’Etat

Le Cameroun est le 4ème producteur mondial de cacao et le 3ème africain derrière la Côte d’Ivoire et le Ghana, mais devant le Nigeria. La majeure partie de cette production cacaoyère concentrée en Afrique de l’Ouest est cependant directement exportée vers des pôles de transformation. La vente du cacao camerounais rap-

porte en moyenne 400 milliards FCFA par an à l’Etat selon le ministre du Commerce Luc Magloire Mbarga Atangana qui évoque des « statistiques actualisées » pour le secteur sans toutefois révéler si ces rentrées sont constantes. D’après lui, le dernier prix enregistré pour le kilogramme de fèves (janvier 2024) est de 2 730 FCFA hors champ, contre

700 FCFA à la fin de la saison 2016-2017. Des coûts records, comme le confirme Investir au Cameroun. Le ministre ne croit toutefois pas que cette flambée des cours soit simplement due à la baisse de la récolte qui créerait une demande supérieure à l’offre. Pour lui, « l’élément fondamental est celui lié à la qualité et aussi à l’organisation des marchés »,

et d’admettre un déficit de l’offre mondiale enregistré pendant les campagnes 2021-2022 et 2022-2023. « La vraie explication tient à l’intérêt que le marché porte à la qualité du cacao, donc à l’origine Cameroun. Si cela ne tenait qu’au déficit, il aurait profité à toutes les origines de la même manière » a-t-il affirmé.

FINANCEMENT AGRICOLE

Une ligne de garantie de 1,3 milliard FCFA accordée par Proparco à Advans Cameroun

La garantie accordée par Proparco permettra à Advans Cameroun d’augmenter ses prêts aux TPE du secteur agricole qui, selon les officiels, comptent parmi les parents pauvres du financement bancaire au Cameroun. Le 26 janvier 2024, Proparco, filiale de l’Agence française de développement (AFD) dédiée au financement du secteur privé, a accordé à Advans Cameroun, une institution de microfinance spécialisée dans le financement des très petites entreprises

(TPE), une garantie de portefeuille d’un montant de 2 millions d’euros, soit 1,3 milliard de FCFA. Cette garantie, informe Proparco, « vise notamment à accompagner Advans Cameroun dans le développement de son activité de crédit dans les zones rurales du pays, et tout particulièrement auprès du secteur agricole, via l’appui aux petits exploitants agricoles ». « Advans Cameroun se réjouit du renouvellement de ce partenariat stratégique avec

Proparco qui, à travers le mécanisme des garanties de portefeuille, accompagne notre filiale depuis plus de 10 ans dans ses actions en faveur du développement de l’inclusion financière au Cameroun. Plus de 70% de nos clients affirment avoir vu un changement positif dans leur vie et leur quotidien grâce aux financements d’Advans Cameroun, l’impact est donc réel et mesurable », a déclaré la DG d’Advans Cameroun, Mamie Kalonda « Nous sommes plus que jamais déterminés

à jouer un rôle clé dans le développement économique local, en intensifiant l’appui financier orienté vers les petites entreprises et exploitations agricoles sur le territoire, et en nous positionnant comme leur partenaire de choix » relaie Investir au Cameroun. Établissement de micro-finance en activité depuis 2007, Advans Cameroun s’est donné pour mission de fournir des services financiers adaptés aux besoins des artisans, des commerçants, des entrepreneurs et à leurs familles, ainsi qu’aux PME du pays.

AFRIQUE DU SUD

Telkom investira 316,6 millions \$ pour améliorer sa connectivité 4G et 5G

Cyril Ramaphosa cherche à attirer 2 000 milliards de rands au cours des cinq prochaines années pour soutenir les objectifs globaux de développement national. Vodacom s’est engagé à investir 60 milliards ZAR dans ses activités, contre 50 milliards ZAR pour MTN. La société télécoms sud-africaine Telkom compte investir 5,9 milliards de rands (316,6 millions \$) pour améliorer la connectivité mobile en Afrique du Sud, notamment avec le déploiement des infrastructures de réseau 4G et 5G. L’investissement avait initialement été annoncé lors de la dernière Conférence sud-africaine

sur l’investissement (SAIC) qui s’est tenue en avril 2023. « Notre rôle est de connecter davantage d’entreprises — grandes et petites — ainsi que davantage d’écoles, de foyers et d’individus. Parmi nos principaux objectifs figurent l’accélération de la croissance de la téléphonie mobile, l’adoption du haut débit, l’extension du réseau télécoms... », a déclaré Serame Taukobong (photo), président-directeur général de Telkom. Ce programme d’accélération du déploiement de la 4G et de la 5G intervient environ deux ans après que Telkom a acquis 42 MHz de fréquences dans les bandes de 800 MHz et 3 500 MHz à 2,1

milliards de rands dans le cadre de la vente par adjudication du spectre des fréquences télécoms à haut débit d’Afrique du Sud. La société a procédé, en octobre 2022, au lancement commercial de la 5G avec le soutien technique de la société chinoise Huawei. L’initiative devrait permettre à Telkom d’améliorer la qualité des services et accélérer la couverture de son réseau télécoms, en particulier dans les zones rurales. Ces zones sont riches en potentiels abonnés télécoms devant permettre à l’opérateur d’améliorer sa part de marché et de renforcer sa position sur le marché télécoms sud-africain. La société pourra également s’at-

tendre à une augmentation de ses revenus qui s’élevaient à 21,7 milliards ZAR au premier semestre de l’année financière 2023/2024 en cours. Rappelons que l’investissement annoncé s’inscrit dans le cadre de l’objectif du président Cyril Ramaphosa d’attirer des investissements de l’ordre de 2 000 milliards de rands au cours des cinq prochaines années pour soutenir les objectifs globaux de développement national. A l’occasion de la SAIC, Vodacom s’était engagé à investir 60 milliards ZAR dans ses activités dans la nation arc-en-ciel. De son côté, MTN a prévu d’investir 50 milliards ZAR.

MALI

Hummingbird a atteint ses prévisions de production pour 2023 à la mine d’or Yanfolila

Entre 2020 et 2022, Hummingbird n’a pu atteindre ses prévisions de production annuelle à la mine d’or Yanfolila au Mali. Au cours du troisième trimestre 2022, des mesures ont été prises par la compagnie pour changer la donne. Au Mali, la mine d’or Yanfolila a livré 83 965 onces en 2023, conformément aux prévisions (80 à 90 000 onces) de son propriétaire Hummingbird Resources. C’est l’annonce faite le 31 janvier par la compagnie minière britannique, qui ajoute que sa nouvelle mine d’or en Guinée, Kouroussa, a livré 6 068 onces depuis son entrée en production en juin 2023. de production d’or à Yanfolila. Cette dernière devrait passer derrière Kouroussa cette année en matière de production d’or, avec des prévisions de 75 à 85 000 onces d’or sur la mine malienne. Quant à la mine guinéenne, elle devrait livrer 90 à 115 000 onces d’or en 2024. Pour rappel, la mine d’or Yanfolila est détenue à 80 % par Hummingbird, contre 20 % pour le gouvernement malien. Elle a livré 80 653 onces en 2022.

EURONEXT /SANOFI, VIVENDI, SODEXO...

Pourquoi les entreprises se scindent en bourse

Jeudi, Sodexo a mis en Bourse son activité titres-restaurant. A l'image du spécialiste de la restauration collective, Sanofi et Vivendi comptent aussi se séparer de leurs activités via une introduction en Bourse. Ce qui n'est plus d'actualité pour Renault, qui a renoncé à mettre sur les marchés financiers Ampere, sa filiale dédiée aux véhicules électriques et aux logiciels.

Depuis ce jeudi, la Bourse de Paris compte un nouveau pensionnaire dans ses rangs. Il s'agit de Pluxee, l'entité de Sodexo qui rassemble les services dits "avantages et récompenses aux salariés", c'est-à-dire tout simplement les titres-restaurant et cadeaux. Et le moins qu'on puisse dire c'est que les premiers pas boursiers de Pluxee ont été couronnés de succès, avec un titre qui a bondi de 15% jeudi 1er février. Sodexo en revanche a terminé cette séance en baisse de 5,5%, victime d'un transfert de valeur vers son ex-filiale. Sans préjuger du futur parcours boursier de Pluxee, l'accueil réservé à cette opération donne pour l'instant raison à la direction de Sodexo. Cette dernière avait décidé, au printemps dernier, de donner son indépendance à sa filiale de titres-restaurant, constatant des synergies limitées avec ses activités traditionnelles de restauration collective. L'idée étant de répliquer le succès de sa concurrente Edenred, l'ex-filiale d'Accor entrée sur le CAC 40 en juin dernier, qui a gagné 270% depuis son entrée en Bourse en 2010. Cette opération répond à une logique claire et habituelle en Bourse. Pour mieux valoriser une branche d'activité ou une filiale, une entreprise-mère peut en effet prendre la décision de s'en séparer et de l'introduire en Bourse. Le marché ayant souvent tendance à préférer des activités cotées à part aux sociétés disposant de plusieurs activités. Et c'est le choix qui a donc été privilégié par Sodexo pour mieux valoriser son activité en croissance. Cette opération était surtout grandement attendue des marchés, qui souhaitent tourner la page d'un millésime 2023 compliqué sur le front des introductions en Bourse. A Paris, aucune opération d'envergure visant les investisseurs particuliers n'a été recensée sur le marché réglementé d'Euronext Paris depuis Lhyfe en mai 2022.

Renault fait marche arrière

L'avenir du marché des introductions en Bourse à Paris repose donc sur les épaules de la jeune Pluxee qui n'a que quelques jours d'existence officielle. D'autant plus que Renault a indiqué lundi soir renoncer à son projet de coter Ampere, sa filiale dédiée aux technologies électriques et aux logiciels embarqués. Ce projet lancé en 2022 était censé cristalliser la valeur du joyau de Renault, son vaisseau amiral dans l'électrique. Mais le constructeur automobile a préféré faire marche arrière, jugeant que "les conditions de marché actuelles" n'étaient réunies pour garantir le succès de l'opération. Autrement dit, les investisseurs n'étaient pas prêts à accorder une valeur à Ampere aussi élevée que le groupe le souhaitait. En novembre dernier, la marque au Losange avait déjà averti le marché d'une telle volte-face, si elle ne parvenait pas à atteindre la valorisation espérée de 8 à 10 milliards d'euros pour Ampere. "On va voir si on trouve une bonne fenê-

tre de tir pour faire une IPO (introduction en Bourse, NDLR), avait alors confié Luca de Meo sur BFM Business. On n'a pas la nécessité de faire techniquement une IPO car on a le cash pour financer le projet". Pour les analystes, Renault a donc fait preuve de pragmatisme. "Ce renoncement est logique, les valorisations du marché sont mauvaises. Autant les investisseurs aiment Ampere à proprement parler, autant ils n'aimaient pas l'IPO (l'introduction en Bourse)", remarquait un analyste basé à Londres. Et du côté des marchés, le pragmatisme de Renault a été accueilli favorablement. L'action Renault avait alors bondi de près de 5% dans les premiers échanges avant de limiter son avance à 0,4% à la clôture du mardi 30 janvier.

Vivendi, plutôt une séparation en 4 qu'en 3

L'abandon de Renault n'a pas encore dissuadé les prétendants à poursuivre leur projet de scission. Le géant français des médias et de l'édition Vivendi compte toujours se scinder en plusieurs entités conformément à ce qu'il avait annoncé mi-décembre. Mardi, le conseil de surveillance de Vivendi a validé ce projet de scission à la différence près qu'il porterait sur une séparation en quatre entités, et non plus en trois sociétés conformément à ce qui était annoncé mi-décembre. Dans la nouvelle mouture, cette scission concernerait donc Canal+, Havas, une société regroupant édition et distribution (Lagardère et Prisma Media) ainsi qu'une société d'investissement. Il convient de rappeler que Vivendi souffre d'un défaut guère apprécié du marché: c'est un conglomerat, rassemblant plusieurs activités relativement distinctes telles que les médias et le cinéma (Canal+, Prisma Media), les jeux vidéo (Gameloft), la communication (Havas) et plus récemment Hachette et le travel retail (vente dans les aéroports et les gares) via le rachat de Lagardère, finalisé mi-novembre. Le but de la manœuvre est clairement affiché: réduire la décote boursière de Vivendi en obtenant des multiples de valorisation plus généreux pour chacune des quatre sociétés qui seront cotées. Vivendi le dit d'ailleurs très clairement dans son communiqué de presse: "depuis la distribution cotation d'Universal Music Group en 2021, Vivendi subit une décote de conglomerat très élevée, diminuant significativement sa valorisation et limitant ainsi ses capacités à réaliser des opérations de croissance externe (des rachats d'entreprise, NDLR) pour ses filiales".

Le secteur pharmaceutique en pointe

Sanofi, une autre société du CAC 40, a fait part fin octobre de sa décision de se séparer de son activité "santé grand public", qui réunit les produits contre les allergies,

le rhume, la toux, les diarrhées, la constipation dont le célèbre Doliprane. Cela passera par l'introduction en Bourse de cette entité, une opération qui interviendra finalement au plus tôt au quatrième trimestre 2024. "Ce serait l'opération de l'année puisqu'on parle d'une valorisation de 15 à 25 milliards d'euros", estime un banquier cité par l'Agefi-Dow Jones. Le géant pharmaceutique français s'est déjà essayé à cet exercice avec la mise en Bourse en mai 2022, d'Euroapi, sa branche dédiée aux principes actifs pharmaceutiques. Après des débuts tonitruants en Bourse, Euroapi a enchaîné les déceptions jusqu'à perdre 59% de sa valeur le 10 octobre 2023 après avoir averti sur ses résultats 2023. A ce jour, Euroapi évolue à un cours qui est deux fois inférieur à celui qui était le sien lors de son introduction en Bourse, à savoir 12 euros. Malgré ce raté, Sanofi n'est pas effrayé à l'idée de se lancer dans un tel projet pour son activité "santé grand public". Le groupe français n'est d'ailleurs pas la seule entreprise du domaine pharmaceutique à vouloir se séparer d'une activité. A l'image de Sanofi avec Euroapi, le laboratoire israélien Teva a indiqué ce mercredi vouloir scinder sa division de production de principes actifs au cours du premier semestre 2025. Pour le géant des médicaments génériques, cette scission, "devrait créer une valeur supplémentaire pour les action-

naires de Teva" et devrait permettre à cette division "de mieux adresser des marchés distincts et en croissance". Un peu plus tôt dans la semaine, c'était le géant suisse du ciment et du béton Holcim qui a annoncé viser une cotation à part à Wall Street de ses activités nord-américaines pour le premier semestre 2025. Là aussi, le groupe suisse souhaite donner les moyens à sa "rock star" de se développer. Pour procéder à cette introduction en Bourse, Holcim devra toutefois obtenir le feu vert de ses actionnaires lors d'une assemblée générale extraordinaire dont la date n'a pas encore été communiquée. Outre ces scissions, de nombreux candidats à une introduction en Bourse devront animer le marché cette année. Et surtout faire oublier un très mauvais millésime 2023. L'an dernier, le nombre d'introductions en Bourse dans le monde est passé sous la barre des 1.300 opérations, à 1.298, pour un montant total levé de 123,2 milliards de dollars. Cette activité s'inscrit en baisse de 8% en volume et de 33% en valeur par rapport aux 179,5 milliards de dollars levés en 2022, rapportait EY dans sa dernière étude consacrée au marché mondial des introductions en Bourse. "Face à une politique monétaire qui se stabilise, les candidats à la Bourse pourraient se préparer à des fenêtres plus favorables sur l'année 2024", expliquait alors Franck Sebag, associé chez EY.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 01 Février 2024					
Valeur : 05 Février 2024					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.7871	134.8021
1	EUR	EURO		145.3948	145.4649
1	GBP	POUND STERLING		170.5087	170.5924
100	JPY	JAPANESE YEN		91.7481	91.7645
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7634	18.7660
1	CHF	SWISS FRANC		155.9314	156.0209
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		100.1464	100.1874
1	DKK	DANISH KRONE		19.5055	19.5105
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.9214	12.9252
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7648	12.7702
1	AED	UAE DIRHAM		36.6937	36.7078
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.9413	35.9472
1	KWD	KUWAITI DINAR		437.9048	438.2383
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.0785	43.5115
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.4369	13.4384
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.8434	27.9864
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5489	3.5493
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.2600	179.2600

BUSINESS

Les 1 % les plus riches de la planète possèdent 43 % de la richesse mondiale

La concentration du pouvoir des entreprises et des monopoles au niveau mondial contribue à creuser les inégalités, ce qui enrichit les plus riches et appauvrit les plus pauvres.

Les cinq personnes les plus riches du monde ont plus que doublé leur fortune depuis 2020, tandis que les 60 % les plus pauvres ont perdu de l'argent, selon un rapport d'Oxfam publié lundi à Davos, en Suisse, où se tient le Forum économique mondial (WEF). Selon les données de la société de recherche Wealth X, la richesse combinée d'Elon Musk, Bernard Arnault, Jeff Bezos, Larry Ellison et Mark Zuckerberg - les cinq hommes les plus riches du monde - a augmenté de 423,8 milliards d'euros, soit 114 % depuis 2020. Dans le même temps, les 4,77 milliards de personnes les plus pauvres du monde ont perdu 0,2 % de leur richesse.

En d'autres termes, si les milliardaires du monde entier étaient plus riches de 3 000 milliards d'euros en 2023 qu'en 2020 - leur fortune ayant augmenté trois fois plus vite que le taux d'inflation -, près de cinq milliards de personnes se sont appauvries. D'après Wealth X, l'écart considérable entre les riches et les pauvres devrait continuer à se creuser, ce qui conduira à l'apparition du tout premier trillionnaire au monde d'ici dix ans. Les inégalités actuelles sont en partie dues à la concentration du pouvoir entre les mains de ceux qui ont intérêt à réaliser un maximum de profits pour eux-mêmes plutôt qu'à redistribuer les richesses entre les travailleurs et la société.

Selon le rapport d'Oxfam, sept des dix plus grandes entreprises mondiales ont un président milliardaire, tandis que les 1 % les plus riches du monde possèdent 43 % de tous les actifs financiers mondiaux. Ces mêmes 1 % les plus riches émettent autant de pollution carbone, au niveau mondial, que les deux tiers les plus pauvres de l'humanité. Par ailleurs, selon Oxfam, les hommes détiennent globalement 95 900 milliards d'euros de plus que les femmes. Le réseau estime qu'il faudrait 1 200 ans à une femme travaillant dans le secteur de la santé et de l'action sociale pour gagner ce qu'un PDG des 100 plus grandes entreprises du classement Fortune gagne en moyenne en un an.

RISQUE D'INFLATION

Les attaques en mer Rouge font grimper les coûts du transport maritime

Les attaques des Houthis en mer Rouge ont perturbé des routes commerciales cruciales entre l'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie, ce qui fait craindre de nouvelles pressions inflationnistes. Les routes alternatives empruntées par la flotte des compagnies maritimes et les perturbations potentielles du canal de Suez sont synonymes de défis pour l'Europe. Les récents événements survenus en mer Rouge, avec les attaques des re-

belles houthis soutenus par l'Iran, ont perturbé le secteur du transport maritime, pivot du commerce entre l'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie, et suscité des inquiétudes quant à la résurgence potentielle de pressions inflationnistes et de fluctuations des prix de l'énergie. La crainte qui en a découlé a conduit les grands armateurs à modifier leurs itinéraires pour éviter la mer Rouge et le canal de Suez, optant plutôt pour le trajet plus long du cap de Bonne-Es-

pérance. Cette décision a eu des répercussions importantes, notamment une augmentation considérable des coûts et des délais de transport. Au début du mois, en réponse à ces attaques, les États-Unis et le Royaume-Uni ont mené des frappes aériennes sur plus de 60 cibles houthis au Yémen. Le président américain Joe Biden a déclaré que cette riposte se poursuivrait "autant que nécessaire" pour préserver les flux commerciaux internationaux.

Dans ce contexte, le coût de l'expédition des marchandises de l'Asie du Sud-Est vers l'Europe a grimpé à plus de 6 000 dollars (5 500 euros), un montant qui a presque triplé par rapport au mois précédent. Ce qui pose un risque de perturbation des chaînes d'approvisionnement et de hausse des prix à la consommation, et ce alors que l'inflation mondiale a montré des signes d'apaisement.

TURQUIE

Erdogan nomme l'ex-économiste d'Amazone

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a nommé vendredi l'ex-économiste d'Amazon Fatih Karahan au poste de gouverneur de la Banque centrale. La gouverneure de la Banque centrale de Turquie, Hafize Gaye Erkan, en poste depuis moins d'un an, a annoncé vendredi sa démission dans un communiqué posté sur les réseaux sociaux, à la suite d'un scandale impliquant sa famille. Dans la foulée, le président turc Recep Tayyip Erdogan l'a remplacée

par le vice-gouverneur, l'ancien économiste d'Amazon Fatih Karahan, né en 1982. Ce dernier a commencé sa carrière d'économiste à la Réserve fédérale de New York en 2012. Il avait rejoint Amazon en 2022, et la Banque centrale turque en juillet dernier. Sa nomination semble confirmer l'orientation pro-marché de Recep Tayyip Erdogan, après des années de crise économique. Mme Erkan a été accusée par plusieurs médias turcs d'avoir accordé des avantages à sa famille au sein de la

Banque centrale, ce qu'elle nie. Les investisseurs occidentaux avaient salué ses premières mesures, une série rapide de hausse des taux d'intérêt qui ont aidé à stabiliser la lire en déroute et à maîtriser la flambée du coût de la vie en Turquie, victime d'une crise qui a vu l'inflation atteindre 85% en 2022 et près de 65% en 2023. Elle explique dans son communiqué avoir demandé au président Erdogan d'être "libérée de (ses) fonctions, qu'elle a remplies avec honneur depuis le premier jour".

ARGENTINE

La directrice du FMI estime que la politique économique de Javier Milei est «audacieuse»

La nouvelle administration prend des mesures audacieuses pour restaurer la stabilité macroéconomique et commencer à s'attaquer aux obstacles à la croissance", a déclaré Kristalina Georgieva dans un communiqué. Le gouvernement ultralibéral de Javier Milei prend des mesures économiques "audacieuses", a déclaré ce mercredi 31 janvier la directrice générale du FMI qui a approuvé le déblocage d'une nouvelle

tranche d'aide d'environ 4,7 milliards de dollars à l'Argentine. La patronne du FMI a également estimé que les mesures initiales prises par le gouvernement de Javier Milei, élu en décembre, ont "permis d'éviter une crise de la balance des paiements". Toutefois, "le chemin vers la stabilisation sera difficile", a-t-elle prévenu. Une aide de 4,7 milliards du FMI Le président ultralibéral est par ailleurs à la peine au Parlement, où les élus ont

commencé ce mercredi à examiner son ambitieux train de réformes dérégulatrices. Cette aide du FMI avait été annoncée le 10 janvier par l'institution basée à Washington, mais restait conditionnée à l'approbation de son conseil d'administration. Elle vise "à soutenir les efforts considérables déployés par les nouvelles autorités pour rétablir la stabilité macroéconomique et aider l'Argentine à satisfaire les besoins de sa balance des paiements",

avait alors déclaré le FMI. En échange de ce versement, Buenos Aires s'engage à atteindre cette année un excédent budgétaire (avant paiement des intérêts de la dette) équivalent à 2% du produit intérieur brut (PIB) du pays, avait précisé le FMI dans un communiqué. Il s'agit de la septième révision de l'accord sur la restructuration de la dette de 44 milliards de dollars contractée par l'Argentine auprès de l'institution.

BREXIT

Le Royaume-Uni impose de nouveaux contrôles aux exportations européennes

Avec trois ans de retard, les produits agroalimentaires allant de l'Union européenne vers le Royaume-Uni subissent depuis mercredi des contraintes liées au Brexit. Les exportateurs doivent fournir des certificats sanitaires, ce qui fait craindre un engorgement aux frontières. Sept ans et demi après le vote pour sortir de l'Union européenne (UE), et trois ans après la sortie effective des Britanniques du marché unique européen, les règles commerciales post-Brexit continuent à se mettre lentement en place. Depuis mercredi 31 janvier, les exportations de biens alimentaires et de plantes de l'UE vers le Royaume-Uni nécessitent d'être accompagnées de certificats sanitaires. Ces règles viennent mettre fin à un étrange déséquilibre entre Londres et Bruxelles. Dès le 1er janvier 2021, quand le Royaume-Uni est sorti du marché unique, les importations britanniques vers l'UE ont été soumises à l'ensemble des contrôles prévus pour les pays tiers : déclarations, enregistrement de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et aussi certificats sanitaires pour l'agroalimentaire... Mais les autorités britanniques, qui n'étaient pas prêtes, ont attendu pour imposer les mêmes contrôles sanitaires, qui nécessitent un certificat fourni par un vétérinaire. A cinq reprises, elles ont annoncé leur entrée en vigueur, avant de les repousser, craignant notamment le surcoût que cela représenterait. Le Royaume-Uni important 30 % de son alimentaire de l'UE, il ne voulait pas ajouter de choc supplémentaire pendant la période du Covid-19 puis pendant la poussée d'inflation qui a suivi. Les exportateurs européens se retrouvaient donc avantagés par rapport à leurs concurrents britanniques.

LA MERCEDES CLS FÊTE SES 20 ANS

Retour sur un trait de génie

Au début des années 2000, Mercedes est une marque réputée conservatrice. Avec le concept Vision CLS qui deviendra Mercedes CLS à l'automne 2004, la marque à l'étoile crée un nouveau segment de marché. S'ouvre alors l'ère des berlines basses.



un V8 6.2 litres atmosphérique fort de 514 ch ce qui explique son changement de patronyme CLS 55 AMG puis CLS 63 AMG. De son côté, le préparateur Brabus n'hésite pas à loger un moteur V12 bi-turbo sous le capot avec une puissance de 730 ch pour une valeur de couple de 1 100 Nm. Un engin dénommé CLS Rocket. La Mercedes CLS de première génération est uniquement livrable en propulsion avec une boîte de vitesse automatique à 7 rapports.

Une bonne longueur d'avance sur la concurrence

Avec sa CLS, Mercedes revisite alors avec bonheur les codes de la berline basse ou du coupé à quatre portes ce dont témoignent ses portes sans encadrement et sa banquette arrière à deux places uniquement. Quitte alors à marcher sur les plates-bandes la Jaguar XJ - dont la première mouture née en 1968 fut qualifié de plus belle berline au monde - avant de donner des idées d'abord chez Audi avec l'A7 Sportback lancée en 2010 puis chez BMW sous la forme de la Série 6 Gran Coupé en 2012. Le temps de laisser une bonne longueur d'avance à Mercedes qui proposait déjà la seconde génération de sa CLS déclinée en coupé à 4 portes ainsi qu'en break de chasse.

Au salon IAA de Francfort en septembre 2003, le concept-car Mercedes Vision CLS fit sensation au milieu des nouveautés de l'époque. Un temps que les moins de 20 ans en peuvent pas connaître, celui de la révélation de la Volkswagen Golf de cinquième génération, de l'oublié monospace Mitsubishi Grandis de son pendant Citroën C-Airlounge Concept ou de la bel- lissime Alfa Romeo 8C Competizione. Restons justement dans cet univers de l'élégance automobile, avec le show car à l'étoile qui officiellement était présenté pour recueillir l'avis du public alors que

dans les faits les dés étaient jetés et l'arrivée de la version de série (type interne C 219) programmée. Cette dernière fut proposée au catalogue dès octobre 2004. Produite dans l'usine de Sindelfingen, la Mercedes CLS de première génération s'écoula à 170 000 unités.Etroitement dérivée de la Mercedes Classe E type 211 apparue en 2003, la CLS n'en partage aucune pièces de carrosserie ni même le vitrage et n'en reprend les mécaniques les plus nobles avec, à minima, un V6 aussi bien en essence qu'en diesel et, au sommet de la gamme, des bloc V8.

Discret restylage en 2008

Elle fut au catalogue jusqu'en 2010 avec un restylage léger opéré en 2008. Un facelift discret afin de ne pas dénaturer des lignes qui, aujourd'hui encore, sont d'actualité, il est caractérisé par une calandre à deux barrettes horizontales contre quatre auparavant, des phares à LEDS, des rétroviseurs extérieurs inédits et des échappements mieux intégrés au bas du bouclier. A bord, l'arrivée d'un volant redessiné accompagne une modernisation du système multimédia. Enfin, la hausse de puissance des versions 350 (passant de 272 à 292 ch, par le

biais de l'injection directe d'essence, elle est alors dénommée 350 CGI) et 500 (grimant de 306 à 388 ch) laisse alors de la place pour une nouvelle entrée de gamme. C'est la Mercedes CLS 280 à moteur V6 essence fort de 231 ch qui s'y colle, elle devient CLS 300 avec la même puissance, en 2009. En diesel, la CLS est d'abord nommée 320 CDI puis devient 350 CDI lors du restylage sans évolution de la puissance qui demeure à 224 ch en revanche la valeur de couple progresse de 540 à 620 Nm. Et pour la version CLS AMG, elle débute sa carrière avec un V8 5.5 litres à compresseur fort de 416 ch avant d'opter pour

RÉTROMOBILE 2024

La VW Golf a 50 ans!

Cinquante ans de carrière et plus de 37 millions d'exemplaires vendus, voici le palmarès impressionnant de la Golf. Depuis ses débuts en mars 1974 jusqu'à la dernière version restylée encore jamais vue, Volkswagen revient sur la carrière de sa berline à l'occasion du salon Rétromobile 2024.

Au début des années 70, la Coccinelle a fait son temps et une nouvelle voiture doit lui succéder. C'est alors à la Golf qu'est confiée cette lourde tâche. Elle deviendra tout simplement la Volkswagen la plus vendue de tous les temps.

Volkswagen Golf I (1974-1983)

Cette première génération est produite à partir de mars 1974 à Wolfsburg. Elle se veut nettement plus moderne que la Coccinelle en devenant une traction avant, et moteur avant. Son design, confié à Giorgetto Giugiaro, est une véritable réussite. Au total, ce premier opus a été produit à 6,9 millions d'exemplaires. C'est aussi elle qui a contribué aux mythes des petites sportives avec la GTi.

Volkswagen Golf II (1983-1991)

Son style est sans doute moins réussi, mais elle pose les bases de ce que sera la lignée des Golf. Elle veut avant tout rassurer, s'allonge sensiblement, et son épais montant C est un marqueur important, qu'elle ne quittera jamais. Elle reçoit pour l'occasion l'ABS ou encore une

transmission intégrale. Les versions GTi sont un peu décevantes, mais l'apparition de la G60, forte d'un compresseur et de 160 ch, remet les pendules à l'heure. Cette génération a séduit quelque 6,3 millions d'automobilistes.

Volkswagen Golf III (1991-1997)

On ne change pas une équipe qui gagne. Le style évolue, mais la recette reste la même. Néanmoins, elle vit avec son temps en adoptant le régulateur de vitesse, ou encore les airbags frontaux. Les motorisations ne sont pas en reste avec l'apparition des diesel à injection directe, les TDI qui ont fait la réputation de la marque. Elle inaugurera également le moteur VR6. Pendant ses six années de carrière, 4,8 millions d'unités sortiront des chaînes.

Volkswagen Golf IV (1997-2003)

Cette période se caractérise par la qualité. Design extérieur, alignement des panneaux de carrosserie, choix des matériaux pour l'habitacle, qualité de la finition, la concurrence de l'époque ne peut soutenir la comparaison. Les TDI sont toujours de la partie et prennent du muscle (jusqu'à 150 ch), l'injection directe s'invite sur les moteurs à essence (FSI) et le moteur de la R32 permet à la Golf d'atteindre 250 km/h. Près de cinq millions de Golf IV seront produites.

Volkswagen Golf V (2003-2008)

De par son style et sa qualité perçue, cette Golf déçoit. Pourtant, elle



évolue dans le bon sens avec pas moins de huit airbags, un train arrière multibras, une nouvelle boîte DSG à sept rapports et les phares bi-xénon. La version GTi reçoit cumule pour la première fois un turbo-compresseur et l'injection directe. Son succès sera moindre avec 3,4 millions d'exemplaires sortis d'usine.

Volkswagen Golf VI (2008-2012)

Il ne s'agit pas a proprement parlé d'une nouvelle génération, mais les évolutions sont notables. Tout d'abord, la qualité revient à des standards plus habituels pour la marque. Son style est également plus appré-

cié. Elle débarque dans une époque à laquelle les aides à la conduite se développent. Aide au démarrage en côte, aide au stationnement, feux de route automatique, elle se met à la page et gagne le titre de Voiture de l'année 2009.

Volkswagen Golf VII (2012-2019)

Comme la Peugeot 308 II, cette Golf s'attaque à la problématique du poids et réussit à maigrir de 100 kg. Pour autant, elle gagne de nouveaux équipements essentiellement de sécurité comme le régulateur adaptatif ou le freinage automatique d'urgence en ville. Il s'agit aussi de la

première Golf à accueillir la propulsion électrique, c'est aussi à cette époque que le dieselgate éclate.

Volkswagen Golf VIII (depuis 2019)

Suite au scandale des moteurs TDI, cette génération met surtout en avant ses mécaniques essence, hybrides et hybrides rechargeable (GTE). Son style évolue en douceur par rapport à la Golf VIII, la version restylée qui sera présente sur le salon Rétromobile prendra-t-elle plus de risque ?

APPLE VISION PRO

Verdict des premiers tests, ce qu'en pense la presse US

L'Apple Vision Pro vient tout juste d'être commercialisé aux USA, et forcément, les divers tests et impressions liés n'ont pas tardé à tomber parmi les publications les plus réputées du pays. Un bon moyen de se faire une première idée des retours initiaux quant à la dernière innovation d'Apple.

Nous allons ici revenir sur les points positifs et négatifs tirés par l'utilisation intensive de l'Apple Vision Pro auprès de journaux comme Wired, le Wall Street Journal, The Verge ou CNET, qui ont tous pu publier un test de l'appareil.

Une vision tournée vers l'avenir ?

Débutons par les nombreux points positifs collectés par les divers testeurs de l'appareil. D'abord, tous s'accordent sur un point précis : l'écran, considéré par The Verge (Nilay Patel) comme « une merveille technique bénéficiant du meilleur relai vidéo accessible à ce jour ». De son côté, le testeur de CNET (Scott Stein) vante les mérites de « l'incroyable écran micro-OLED » avant de développer : « La qualité d'affichage et l'interface raffinée donnent cependant au Vision Pro l'impression d'être dans une toute autre classe : les deux écrans micro-OLED 4K, une technologie qui sera intégrée à d'autres casques à l'avenir, sont riches, dynamiques et bien supérieurs à ce qu'offrent les appareils concurrents ».

Côté manipulations, l'Apple Vision Pro semble particulièrement intuitif à employer, notamment grâce à son système d'« eye tracking », vanté par Joanna Stern du Wall Street Journal, et le spatial computing, qui permet en essence d'apposer plusieurs écrans les uns à côté des autres afin d'effectuer de nombreuses tâches à la fois. L'intégration au sein de l'écosystème Apple se fait par ailleurs de manière automatique, sans nécessiter de travail manuel supplémentaire de la part de l'utilisateur. C'est une des principales qualités vantées par Nilay Patel dans son test auprès de The Verge : « C'est le genre d'appareil de première génération que seul Apple peut fabriquer, depuis l'incroyable ingénierie d'affichage et de relai, jusqu'à l'utilisation de l'ensemble de l'écosys-



tème pour le rendre si parfaitement utile ». L'autre principale qualité de l'Apple Vision Pro vantée par les divers testeurs réside dans l'expérience cinématographique permise par l'appareil. Outre le fait que les applications Netflix ou YouTube ne soient pas accessibles à l'heure actuelle (il est possible d'y accéder via le navigateur web cependant), les expériences sur Apple TV+, Disney+ ou Paramount+ furent globalement plébiscitées par les testeurs. Scott Stein (CNET) en particulier s'est fait assez prolixe sur le sujet : « L'écran est vif, richement coloré, HDR et tout simplement époustoufflant. Non seulement c'est assez bon pour regarder des films - ce qu'Apple vante en permanence - mais

c'est mieux que n'importe quel téléviseur de ma maison ».

De nombreuses erreurs de jeunesse

Malgré ses nombreuses qualités, de nombreux défauts ont également fait consensus auprès des testeurs de l'Apple Vision Pro. D'abord, peu d'applications sont encore à l'heure actuelle optimisées par Apple pour ce casque : Wired parle notamment d'une « simple poignée d'applications disponibles sur l'appareil au lancement », un problème qui indique notamment que ce casque est plus « un kit de développement plutôt qu'un produit entièrement pensé pour sa sortie commerciale ». Une pensée partagée par Scott Stein de CNET : « C'est une opportunité manquée : Maps, l'application d'Apple qui propose déjà de riches détails en 3D, n'est pas optimisée pour VisionOS. Pages a toujours la même interface que la version iPad. GarageBand, qui aurait pu avoir des instruments virtuels, n'est pas optimisé, tout comme iMovie ».

Si l'on ne doute pas que ces optimisations arriveront au fil des années (cela dépend aussi du succès potentiel de l'appareil), à sa sortie, force est de constater que l'écosystème d'applications semble peu optimisé et loin d'être pléthorique.

Parmi les autres problèmes de l'Apple Vision Pro, son poids et sa batterie font partie des plus communément mentionnés parmi les testeurs de CNET, The Verge, Wired ou du WSJ. Nilay Patel de The Verge indique pourtant avoir eu des informations de la part d'Apple, lui indiquant que la firme a choisi cette solution de batterie externe afin de réduire le poids du casque. « Le Vision Pro dure environ deux heures avec une charge malgré sa grosse batterie. Vous pouvez la garder branchée par USB sur une prise à proximité via la batterie, mais cela repré-

sente finalement beaucoup de câblage. Histoire de comparer, mon MacBook Air tient bien plus d'une journée ».

Le casque est, quant à lui, considéré comme particulièrement lourd, ce qui correspond aux premiers retours de divers influenceurs il y a quelques jours. Heureusement, Apple a intégré de nouvelles sangles capables de s'enrouler au-dessus de la tête pour mieux disperser le poids.

Enfin, dernier défaut incontestable auprès de tous les testeurs : le prix. Avec ses 3 500 dollars, l'Apple Vision Pro est trop cher pour être recommandé auprès de personnes lambda, potentiellement intéressées de près ou de loin aux nouvelles technologies : « à ce prix, et avec si peu d'applications VisionOS à sa sortie, le Vision Pro n'est pas un appareil que je recommanderais à mes amis ou à ma famille », conclut ainsi Scott Stein dans son test pour CNET. Joanna Stern, qui a passé une journée entière (24 h d'affilée) à porter le casque dans le cadre de son test, a quant à elle décidé de résumer son expérience en deux mots : « douloureux, mais aussi révélateur », avant de développer.

Swift génère du code depuis des documents OpenAPI

Apple a publié une version stable de son plugin Swift OpenAPI Generator. La mouture 1.0 a pour vocation à faciliter le travail des développeurs sur le requête des API.

La génération de code est à la mode et Apple vient de dégainer son module OpenAPI Generator pour Swift, le langage de programmation de la firme américaine. Annoncée le 31 janvier dernier, la version 1.0 du plugin est capable d'élaborer du code nécessaire pour effectuer des appels API ou mettre en œuvre des serveurs API à partir de document OpenAPI.

Le code est créé automatiquement au moment du développement, il est donc synchronisé avec le document OpenAPI et n'a pas besoin d'être enregistré dans un référentiel de sources. Pour mémoire, OpenAPI est une norme ouverte qui décrit le comportement des services HTTP et comprend un écosystème d'outils.

Swift OpenAPI Generator fonctionne avec les versions 3.0 et 3.1 de la spécification OpenAPI. Il supporte l'ensemble des flux de requêtes via la fonction AsyncSequence. Il est ainsi capable de gérer des grands volumes de tâches sans recourir à du cache (mémoire tampon) et les flux d'événements JSON. Le module est compatible avec plusieurs formats dont JSON, la forme encodée des URL, Base64, le texte et les octets bruts. Par ailleurs, . Il offre des abstractions flexibles pour le client, le serveur et le middleware, en découplant le code généré depuis la bibliothèque client HTTP et de framework Web.

Interpol déconnecte des centaines de serveurs de commande et contrôle

Dans le cadre d'une opération baptisée Synergia, Interpol a identifié environ 1 300 adresses IP et URL malveillantes utilisées notamment pour des attaques par phishing et ransomware. La plupart des serveurs C2 mis hors service se trouvaient en Europe où 26 personnes ont été arrêtées. La lutte contre les cyberattaquants est menée sans relâche par Interpol. Dans un communiqué, l'organisme a indiqué avoir identifié dans le cadre d'une opération baptisée Synergia près de 1 300 adresses et URL

suspectes utilisées dans le cadre d'attaques par phishing, malware et ransomware. « L'opération Synergia, qui s'est déroulée de septembre à novembre 2023, a été lancée en réponse à la croissance, à l'escalade et à la professionnalisation manifestes de la cybercriminalité transnationale et à la nécessité d'une action coordonnée contre les nouvelles cybermenaces », a expliqué Interpol.

Dans le détail les autorités ont arrêté 31 personnes et identifié 70 autres suspects. La plupart des serveurs C2 mis hors service se trou-

vaient en Europe, où 26 personnes ont été arrêtées. Les polices de Hong Kong et de Singapour ont mis hors service respectivement 153 et 86 serveurs et c'est au Sud-Soudan et au Zimbabwe que les opérations de démantèlement ont été les plus nombreuses sur le continent africain, avec l'arrestation de quatre suspects. En Bolivie des logiciels malveillants et vulnérabilités ont aussi été mis à jour tandis que le Koweït a également travaillé en étroite collaboration avec les FAI pour identifier les victimes, mener des en-

quêtes sur le terrain et apporter des conseils techniques pour atténuer les conséquences de ces cybermenaces. À ce jour, 70 % des serveurs de commande et de contrôle (C2) identifiés ont été supprimés, les autres faisant actuellement l'objet d'une enquête. Pour mener à bien cette opération, Interpol a travaillé avec Group-IB, Kaspersky, TrendMicro, Shadowserver ainsi que Team Cymru pour de l'analyse et de support à l'investigation.

Mots fléchés

Diminution	↘	Lac d'Écosse	↘	Organes féminins	↘	Supprimer	Limace	↘	Brevet de sécurité routière	↘	Clayette	↘	Renvoyer
Rotations		Ancienne étable							Réfuté		Argon du chimiste	→	
	→		↓								Arbrisseaux		↓
Suit le tic	→			Petit nantais	→		Pâte à lustrer	→				↓	
Diocèse				Qualifie un vent			Avance du banquier						
	↘				↓			↓			Lancer	→	
											Sinuosité		
Exclamation	→		Planète	→					Deux roues	→			
Pointus			Proche d'Aix						Avion silencieux	↓			
	↘												
						État d'Europe		Incliné	→				
Faisaient voir rouge	→					Bande à bulles	→	Attacher	→				
Lettres d'hellène													
	↘												
			Voie rapide			Au milieu des bois	→	Ville de Belgique	→			Penderie	
								Arbre fruitier					
Patrie de Brassens	→					Espace de tir	→				Cale mécanique	→	
Équerre						Porte le chapeau					Mouvements		
	↘											↓	
		Petit entêté	→					Pâtre	→				
		Métal du bijoutier											
Possessif	→		↓		Négation	→		Mouvements de foules	→				Blasons
Un quart d'arpent					Encourager			Partie de phrase					
	↘												↓
						Chef arabe	→				Bienheureuse	→	
						Grande puissance							
Clé musicale			Troublé	→				Accord provençal	→		Ville de Loire-Atlantique	Manie	→
	↘												
			Sans effets	→				Barrique	→				
			Associer					Parties d'acte					
Blémie		Vertèbre	→	↓							Mis en étude	→	
		Balle de service						Vaut le tantale	→		Mathématicien suisse		
	↘												
						Fait les brocantes	→					Poilu	
						Fait la tourterelle							Cassier
Ensemble religieux	→							Cuits à la vapeur	→			↓	
Il est placé en orbite								Volonté					↓
	↘												
					Finement dentelé	→						Problème	
Nid haut perché		User	→						Conformément	→			↓
	↘												
					Lac d'Italie	→				Astuce	→		

TIMIMOUN :
Plus de 600 foyers raccordés au gaz naturel

Au total six cent sept (607) foyers ont été raccordés au réseau de gaz naturel à travers les ksour Ouest de la commune de Timimoun, ont indiqué dimanche des responsables de la Direction de l'Energie et des mines (DEM) de la wilaya .
"Cette opération qui a nécessité la réalisation de 14 Kilomètres /Linières de réseau d'alimentation, s'inscrit dans le cadre de la prise en charge des préoccupations quotidiennes des citoyens, et l'amélioration du cadre de vie, notamment dans les zones rurales", a déclaré à l'APS le directeur du secteur, Aousif Mohamed.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 5 février 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



RÉUNION DU CONSEIL
DES MINISTRES
**Plusieurs dossiers
examinés**

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, préside en ce moment une réunion du Conseil des ministres consacrée au suivi du Rapport d'étape sur l'état d'avancement du processus de numérisation, au statut et au régime indemnitaire de l'imam et à un exposé sur les fermes pilotes, indique dimanche un communiqué de la Présidence de la République.
"Monsieur Abdelmadjid Tebboune, président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, préside, en ce moment, une réunion du Conseil des ministres consacrée au suivi du Rapport d'étape sur l'état d'avancement du processus de numérisation, au statut particulier et au régime indemnitaire de l'imam et à un exposé sur les fermes pilotes", lit-on dans le communiqué de la Présidence de la République.

DANS LE CADRE D'UN
ACCORD DE 10 ANS

**QatarEnergy
fournira du
condensat au
japonais Mitsui**

QatarEnergy a signé un accord pour fournir au japonais Mitsui & Co 11 millions de barils de condensat par an pendant 10 ans à partir d'avril, a déclaré dimanche la compagnie d'énergie publique du Qatar.
L'accord comprend une option permettant d'augmenter le volume de condensat que QatarEnergy exporte à Mitsui & Co lorsque des volumes supplémentaires seront disponibles dans le cadre du vaste projet d'expansion du gaz naturel liquéfié (GNL) North Field du Qatar, selon le communiqué de QatarEnergy.
"Nous sommes ravis d'annoncer la signature de cet accord de vente à long terme avec l'un de nos partenaires stratégiques japonais, renforçant ainsi notre relation de plusieurs décennies avec Mitsui", a déclaré Saad Sherida Al-Kaabi, PDG de QatarEnergy et ministre d'État du Qatar pour les affaires énergétiques.

Les condensats, sous-produits du processus de production du gaz naturel, sont souvent utilisés dans la production d'essence.
Le premier ministre japonais, Fumio Kishida, a accepté de renforcer les liens énergétiques et la coopération économique avec le Qatar en juillet lorsqu'il s'est rendu dans ce grand pays producteur de gaz.
En octobre dernier, Mitsui & Co a déclaré qu'elle envisageait d'acquérir une participation dans le projet d'expansion du champ nord afin de garantir un approvisionnement stable en GNL.
En décembre, M. Kaabi a déclaré que QatarEnergy discutait avec plusieurs acheteurs asiatiques pour devenir des partenaires "à valeur ajoutée" avec une participation dans le projet d'expansion. L'extension du champ North Field devrait permettre au Qatar de porter sa production à 126 millions de tonnes métriques de GNL par an (mtpa) d'ici 2027, contre 77 mtpa actuellement.

FONDATION SALIMA SOUAKRI

Signature de deux conventions avec le groupe Clinique du Val et le laboratoire Bioval

La Fondation Salima Souakri a célébré, samedi soir à Alger, son premier anniversaire. Cette année riche en initiatives a été marquée par des actions d'urgence, des projets stimulants, des rencontres significatives et une profonde humanité. Ces accomplissements ont été rendus possibles grâce à l'engagement sans faille de généreux donateurs et bénévoles. Leur soutien indéfectible a permis à la fondation de prospérer et d'atteindre ses objectifs, témoignant de la persévérance et de l'implication continue de ses partenaires. Un moment phare de cette célébration a été la signature de deux conventions majeures. La première consiste en un partenariat entre la Fondation Salima Souakri et le groupe Clinique du Val, reconnu pour son expertise dans le diagnostic chirurgical, l'accouchement et l'ophtalmologie. La seconde convention a scellé une collaboration fructueuse avec le laboratoire Bioval. Ces partenariats repré-



sentent une opportunité cruciale permettant d'offrir une prise en charge gratuite et complète aux bénéficiaires de la fondation. Ainsi, la présidente de la fondation, Mme Salima Souakri a déclaré : « nous avons de grandes ambitions pour l'année 2024. La première se concrétise ce jour, par la signature d'une convention avec le groupe clinique du Val et le laboratoire Bioval, qui s'enga-

gent à prendre en charge, gratuitement les bénéficiaires de la fondation. Nous souhaitons mobiliser davantage de jeunes et inculquer l'esprit de solidarité et d'entraide à travers tout le pays. » Tout en exprimant sa reconnaissance envers les contributeurs Mme Souakri, a souligné : "J'ai toujours œuvré dans le domaine humanitaire de manière bénévole, collaborant avec plusieurs

associations. En 2023, j'ai décidé de concrétiser cet engagement en créant ma propre fondation, mettant ainsi ma notoriété au service des plus démunis."
Elle est également revenue sur les débuts de la fondation en indiquant : "La première action de notre fondation a été la Caravane du Sud, lancée avec succès grâce à l'appel que j'ai lancé sur mes réseaux sociaux, mobilisant une généreuse communauté. Nous avons pu toucher de nombreuses familles dans le besoin, et notre engagement s'est concrétisé notamment par la construction d'une maison pour une famille démunie à Timekten, un petit village situé à 100 km de Reguem à Adrar, ce projet me remplit de satisfaction."
La Fondation Salima Souakri continue à mettre en œuvre sa vision en faveur des personnes les plus vulnérables et défavorisées, soulignant l'importance de la solidarité et de l'engagement communautaire dans la réalisation de ses nobles aspirations.

PRIX DE L'INNOVATION DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JEUNESSE

La première édition le 22 février à Mostaganem

La première édition du Prix de l'innovation du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) destiné aux étudiants sera organisée le 22 février courant à Mostaganem, a-t-on appris des services de la wilaya.
Initié par les membres du CSJ représentant la wilaya de Mostaganem en collaboration avec le wali, Ahmed Boudouh, ce prix est consacré au thème « l'innovation amie de l'environnement contribuant au développement

durable », a-t-on indiqué. Selon la même source, ce concours fait partie des volets de la manifestation nationale qui sera organisée par le CSJ le 22 février prochain dans la wilaya de Mostaganem, dans le cadre de la célébration de la Journée nationale de la fraternité et de la cohésion entre le peuple et son armée.
A cette occasion, le CSJ organisera un colloque national sur « l'habilitation de la jeunesse algérienne à la lumière des nouvelles

approches politiques et économiques ». Ce prix est considéré comme un des mécanismes d'habilitation économique, a-t-on expliqué. Le candidat à ce concours doit être âgé entre 18 et 35 ans, originaire de la wilaya de Mostaganem, étudiant à l'université « Abdelhamid Ibn Badis » (licence, master et doctorat) et diplômé de la promotion 2022-2023. Le concours stipule que l'innovation soit amie de l'environnement et contribuant au dé-

veloppement durable, et réalisée par un seul candidat ou un groupe de travail ne dépassant pas trois personnes, selon la même source. Les organisateurs ont fixé le 6 février comme date de début des inscriptions pour ce prix dont les lauréats seront connus le 22 février. Un lien électronique est mis à la disposition des personnes désirant participer à ce concours pour télécharger le formulaire d'inscription, a-t-on fait savoir.

POUR STABILISER LA PRODUCTION DANS LES PRINCIPALES ZONES DE PRODUCTION

La Chine prévoit un programme pilote dans cinq régions

La Chine lancera un programme pilote dans cinq régions cette année, qui comprendra l'amélioration des services publics dans les principaux comtés producteurs de cultures vivrières afin de soutenir la production, a déclaré un responsable dimanche, dans le cadre des efforts déployés par Pékin pour assurer la sécurité alimentaire nationale. "Les comtés producteurs de cultures ont souvent des économies locales faibles et des conditions fiscales médiocres", a déclaré Han Wenxiu, chef d'un groupe de travail national chargé de gérer les questions rurales, formé par le Parti communiste chi-

nois. "Ce problème, s'il n'est pas résolu, nuira à l'initiative des producteurs de cultures principales et affectera la production et l'approvisionnement globaux. Le programme, qui sera lancé dans la région de la Mongolie intérieure et dans les provinces de Jilin, Heilongjiang, Anhui et Henan, comprendra également l'exemption de certaines exigences de financement pour l'amélioration des terres agricoles dans les comtés producteurs de cultures, a déclaré M. Han dans une note d'information. La Chine donnera la priorité aux comtés qui contribuent de manière significative à la sécurité alimentaire du pays, a ajouté

M. Han. Samedi, Pékin s'est engagé à stimuler le développement de variétés de cultures à haut rendement afin d'augmenter la production dans un document clé de la politique rurale. Le premier importateur mondial de céréales a fait état d'une récolte record de maïs l'année dernière et de récoltes exceptionnelles d'autres céréales, mais Pékin continue de s'efforcer d'augmenter la production et de réduire les importations, notamment dans un contexte de tensions croissantes avec certains partenaires commerciaux tels que les États-Unis, de catastrophes liées au climat et de conflits militaires.